PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 2 JUILLET 2020

ORDRE DU JOUR

Adoption des procès-verbaux du Conseil municipal du 30 avril 2020 et du Conseil municipal du 28 mai 2020

N° 1 - Compte rendu des décisions prises depuis le dernier Conseil municipal en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (Mme la Maire) 5

A. DOSSIERS RELEVANT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET MUNICIPAL 2020-2026

I - Culture, patrimoine et cœur de ville :

N° 2 - Salle de spectacle EDEN - Révision du contrat de location - Grille tarifaire (M. Chappet) 7

N° 3 - Salle de spectacle EDEN - Convention de mise à disposition à titre gracieux (M. Chappet) 9

N° 4 - Salle de spectacle EDEN - Programmation Ville - Conventions type de partenariat (M. Chappet) ... 10

N° 5 - Salle de spectacle EDEN - Règlement intérieur (M. Chappet) 12

N° 6 - SCIC Belle Factory - Convention d'objectifs pluriannuelle 2019/2021 avec la Ville - Avenant N° 3 - Impact de la crise sanitaire Covid-19 - Adaptation de la programmation en 2020 (M. Chappet) 13

N° 7 - Gestion des tours de l'Abbatiale - Convention entre la Ville de Saint-Jean-d'Angély et l'Office de Tourisme Saintonge Dorée (Mme Delaunay) 16

N° 8 - Valorisation du patrimoine historique et naturel - Vente d'affiches et de produits dérivés (M. Barrière)..... 17

N° 9 - Plateforme communautaire Lespritlocal.fr – Partenariat et soutien au commerce de proximité (Mme la Maire) 19

N° 10 - Maison à pans de bois immeuble 22-24 rue Grosse Horloge – Opération de sauvegarde - Mission d'assistance technique - Demande de subventions (M. Chappet).....	23
N° 11 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine – Lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique – Opération de requalification des immeubles 3, 5 et 7 rue des Bancs (M. Chappet)	26
II - Urbanisme et développement durable :	
N° 12 - Parc d'activités Arcadys - Vente d'un terrain à la Société CHAUSSON MATERIAUX (Mme la Maire)	30
III - Séniors et solidarité : /	
IV - Réussite sportive et sport-santé : /	
V - Enfance, jeunesse, scolaire : /	
VI - Affaires générales : /	
VII - Finances :	
N° 13 - Projet d'internat rural partagé - Attribution d'une subvention (Mme la Maire)	32

B. DOSSIERS THÉMATIQUES

I - Culture, patrimoine et cœur de ville :

N° 14 - Musée des Cordeliers – Programme d'acquisition – Demande de subventions (M. Chappet)	38
N° 15 - Musée des Cordeliers – Programmation inédite – Spectacle vivant 2020 (M. Chappet).....	40
N° 16 - Fédération européenne des Sites clunisiens - Désignation d'un représentant et d'un suppléant de la Ville (M. Chappet)	41

II - Urbanisme et développement durable :

N° 17 - SAUR - Rapports annuels sur le fonctionnement du service public de l'assainissement collectif (concession, prix et qualité) - Année 2019 (M. Moutarde)	42
N° 18 - Vente de matériel de voirie - Achat / vente d'une balayeuse (M. Moutarde)	45

III - Séniors et solidarité : /

IV - Réussite sportive et sport-santé : /

V - Enfance, jeunesse, scolaire : /

VI - Affaires générales :

N° 19 - Mise à disposition de tablettes numériques aux membres du Conseil municipal - Convention de mise à disposition du matériel (Mme la Maire)	46
N° 20 - Remboursement de frais de mise en fourrière d'un véhicule (Mme Jauneau).....	47
N° 21 - Modification du tableau des effectifs – Personnel permanent (Mme Debarge)	48
N° 22 - Renouvellement de la Commission communale des impôts directs (CCID) (Mme la Maire)	51
N° 23 - Société d'Economie Mixte – SEMDAS – Désignation du représentant permanent à l'Assemblée spéciale des collectivités actionnaires et du délégué aux Assemblées générales ordinaires et extraordinaires (Mme la Maire)	53

VII - Finances :

N° 24 - Covid-19 - Remise sur les loyers commerciaux (Mme la Maire)	54
N° 25 - Décision modificative (M. Guiho)	56

Date de convocation : 26 juin 2020

Nombre de conseillers en exercice : 29

Nombre de présents 26

Françoise MESNARD, Maire, Cyril CHAPPET, Myriam DEBARGE, Matthieu GUIHO, Natacha MICHEL, Jean MOUTARDE, Marylène JAUNEAU, Philippe BARRIERE, Mathilde MAINGUENAUD, Adjointes ;

Anne DELAUNAY, Jean-Marc REGNIER, Jocelyne PELETTE, Anne-Marie BREDECHE, Denis PETONNET, Pascale GARDETTE, Catherine BAUBRI, Gaëlle TANGUY, Michel LAPORTERIE, Fabien BLANCHET, Houria LADJAL, Julien SARRAZIN, Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX, Hénoch CHAUVREAU, Micheline JULIEN, Ludovic BOUTILLIER, Patrick BRISSET formant la majorité des membres en exercice.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Patrice BOUCHET à Cyril CHAPPET
Jean-Louis BORDESSOULES à Mme la Maire
Médéric DIRAISON à Matthieu GUIHO

Présidente de séance : Françoise MESNARD, Maire

Secrétaire de séance : Cyril CHAPPET

Madame la Maire constate que le quorum (10) est atteint (article 2 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020) et ouvre la séance.

Mme la Maire : « Bonsoir à tous. Nous allons débiter ce Conseil municipal du 2 juillet 2020. Bienvenue dans notre configuration presque habituelle, puisque nous avons tout de même laissé plus d'espace entre chaque conseiller municipal, afin de respecter les règles sanitaires. Je vous indique qu'il est très important, quand vous prenez la parole, de parler dans le micro. Les comptes rendus sont réalisés à partir d'enregistrement et si les intervenants ne parlent pas dans le micro, l'agent qui retranscrit n'entend rien... Essayez-donc d'être vigilants sur ce point s'il vous plaît. Il y a quelques procurations ce soir. Monsieur Bouchet donne pouvoir à monsieur Chappet, monsieur Bordessoules me donne pouvoir, et monsieur Diraison donne pouvoir à monsieur Guiho. Il n'y a pas d'absent excusé. Je constate que le quorum est atteint puisqu'il faut 10 présents minimum selon l'ordonnance du 1^{er} avril 2020. Je vous propose de désigner monsieur Chappet en qualité de secrétaire de séance. Je vous indique que nous avons reçu une note de la Préfecture qui nous impose un Conseil municipal spécial le vendredi 10 juillet 2020 à 18h00 pour désigner les délégués du Conseil municipal appelés à procéder à l'élection des sénateurs le 27 septembre 2020. Il s'agit donc de vendredi prochain. Ce Conseil durera un quart d'heure, c'est la règle. Si vous êtes disponibles, merci de venir de façon à ce que nous atteignons le quorum.

Nous allons passer maintenant à l'examen de l'ordre du jour et commencer par l'adoption des précédents procès-verbaux du Conseils municipaux. Celui du 30 avril 2020 a déjà été validé par les conseillers en fonction le 30 avril 2020, est-ce qu'il y a néanmoins des remarques sur ce compte-rendu. Je vais donc procéder au vote. Ceux qui souhaitent s'abstenir parce qu'ils n'étaient pas présents peuvent le faire. Qui est contre ce procès-verbal ? Qui s'abstient ? Le procès-verbal est adopté.

En ce qui concerne l'adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 28 mai 2020, les propositions de relecture ont été envoyées par mail le 18 juin 2020 et nous n'avons reçu aucune demande de modification. Y-en-a-t-il néanmoins ce soir ? Je n'en vois pas, je mets le procès-verbal au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ce procès-verbal est adopté.

Nous passons maintenant au compte rendu des décisions prises depuis le dernier Conseil municipal en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° 1 - Compte rendu des décisions prises depuis le dernier Conseil municipal en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)

Rapporteur : Mme la Maire

Conformément à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, et à la délibération du Conseil municipal du 30 avril 2020 portant délégation à Mme la Maire pour la durée de son mandat, je vous rends compte des décisions que j'ai prises depuis la séance du Conseil municipal du 30 avril 2020.

Décision N° 10 du 2 juin 2020 : Vu l'Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, la Commune de Saint-Jean-d'Angély, dans un souci de cohésion et d'engagement solidaire avec les acteurs économiques du territoire communal, accorde la gratuité des loyers commerciaux lui appartenant pour la période du 2^{ème} trimestre de l'année 2020.

Décision N° 11 du 3 juin 2020 : A compter du 8 juin 2020, suppression de la régie de recettes pour l'encaissement des locations et le produit de la billetterie de la Salle de spectacle Eden.

Décision N° 12 du 9 juin 2020 : Vente à BMV – BRO MERIDIONALE DE VOIRIE, le véhicule micro balayeuse de marque MODULOFLEX modèle 2200T, au prix de 1 500 € (1 660 heures), dans le cadre de l'acquisition d'un véhicule neuf de type laveuse de voirie.

Décision N° 13 du 9 juin 2020 : Vente à CLARA AUTOMOBILES SAINTES – garage PEUGEOT, le véhicule OPEL VIVARO, immatriculé 2372 YZ 17, au prix de 800 € (214 000 km), dans le cadre de son remplacement par l'acquisition d'un véhicule neuf PEUGEOT type BOXER.

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX :

Objet du marché : Mise en conformité d'équipements ludiques au plan d'eau de Bernouet

Date du marché : 02/06/2020

Lot 1 : minigolf

Montant du marché : 32 889,00 € HT

Attributaire du marché : PCV COLLECTIVITES - 79410 ECHIRE

Lot 2 : Skate-park

Montant du marché : 14 060,00 € HT

Attributaire du marché : KASO 2 MAISON ROCHES - 86000 LUSIGNAN

Lot 3 : Ponton d'amarrage

Montant du marché : 3 300,00 € HT

Attributaire du marché : PCV COLLECTIVITES - 79410 ECHIRE

Objet du marché : Construction d'un vestiaire au stade municipal

Date du marché : 26/05/2020

Montant du marché : 194 560,00 € HT

Attributaire du marché : CONTENEURS CONSTRUCTIONS SAS -79370 PRAILLES

Objet du marché : Démolition 24 rue Tour Ronde

Date du marché : 15/06/2020

Montant du marché : 67 868,00 € HT

Attributaire du marché : ADTP - 79180 CHAURAY

Mme la Maire : « Plusieurs décisions ont été prises.

. La décision n° 10 du 2 juin 2020 : Vu l'Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, la commune de Saint-Jean-d'Angély, dans un souci de cohésion et d'engagement solidaire avec les acteurs économiques du territoire communal, accorde la gratuité des loyers commerciaux lui appartenant pour la période du 2^{ème} trimestre de l'année 2020. Cela représente une somme de 23 941 €, que vous retrouverez dans la décision modificative.

. La décision n° 11 du 3 juin 2020 : A compter du 8 juin 2020, suppression de la régie de recettes pour l'encaissement des locations et le produit de la billetterie de la Salle de spectacle Eden, dans la mesure où maintenant les billetteries se font quasi exclusivement par internet.

. La décision n° 12 du 9 juin 2020 : Vente à BMV - BRO MERIDIONALE DE VOIRIE du véhicule micro balayeuse de marque MODULOFLEX modèle 2200T au prix de 1 500 € dans le cadre de l'acquisition d'un véhicule neuf de type laveuse de voirie.

. La décision n° 13 du 9 juin 2020 : Vente à CLARA AUTOMOBILES SAINTES - garage PEUGEOT du véhicule OPEL VIVARO, immatriculé 2372 YZ 17, au prix de 800 € (ce véhicule avait 214 000 km), dans le cadre de son remplacement par l'acquisition d'un véhicule neuf PEUGEOT type BOXER.

Il y a également eu un certain nombre de marchés publics attribués.

. Le premier concerne la mise en conformité d'équipements ludiques au plan d'eau de Bernouet.

Le marché a été passé le 2 juin 2020.

- Le lot 1 « Minigolf » a été attribué pour un montant de 32 889,00 € HT à PCV COLLECTIVITES à Échiré

- Le lot 2 « Skate-park » a été attribué pour un montant de 14 060,00 € HT à la société KASO 2 MAISON ROCHES de Lusignan

- Le lot 3 « Ponton d'amarrage » a également été attribué, pour un montant 3 300,00 € HT, à PCV COLLECTIVITES à Échiré.

. Le deuxième marché concerne la construction d'un vestiaire au stade municipal, en date du 26 mai 2020, pour un montant de 194 560,00 € HT. L'attributaire du marché est la société CONTENEURS CONSTRUCTIONS SAS à Prailles dans les Deux-Sèvres.

. Le troisième marché concerne la démolition 24 rue Tour Ronde, enfin... Le marché a été passé le 15 juin 2020 pour un montant de 67 868,00 € HT, et a été attribué à l'entreprise ADTP de Chauray. Cette démolition interviendra en octobre 2020. Nous serons ensuite tenu de faire procéder aux fouilles archéologiques demandées par l'Etat, avant de pouvoir enfin réaliser les travaux.

Est-ce qu'il y a des demandes de précisions concernant ces décisions ? Je n'en vois pas, merci.

Le Conseil municipal a pris acte du compte rendu des décisions prises depuis le Conseil municipal du 30 avril 2020.

Mme la Maire : « Je passe à la première partie du Conseil municipal qui concerne les dossiers relevant de la mise en œuvre du projet municipal 2020-2026 en commençant par la délibération n° 2 relative à la salle de spectacle de l'Eden, révision du contrat de location, grille tarifaire. Je donne la parole à monsieur Chappet ».

N° 2 - Salle de spectacle EDEN - Révision du contrat de location - Grille tarifaire

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Par délibération du 5 juillet 2018, le Conseil municipal a approuvé le mode d'exploitation en régie directe de la salle de spectacle EDEN inaugurée en septembre 2018.

Pour permettre la gestion de ce nouvel équipement à moindre coût, il a été décidé de le louer en priorité à des structures professionnelles proposant une programmation artistique et culturelle de spectacles vivants ou une programmation musicale variée.

Par cette même délibération du 5 juillet 2018, le Conseil municipal a approuvé la grille tarifaire, accompagnée d'un modèle type de contrat de location de l'équipement.

Par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil municipal a révisé les tarifs et contrat de location, après 4 mois de fonctionnement, en raison de certaines modifications à apporter pour appuyer la vocation culturelle de l'équipement.

Par délibération du 7 février 2019, le Conseil municipal a approuvé une révision des termes du contrat de location de la salle de spectacle EDEN.

L'usage de l'équipement, depuis 22 mois d'activité, permet d'identifier des points complémentaires à actualiser et à insérer dans le contrat de location.

Le contrat de location intègre notamment des articles précisant la gestion des priorités de réservation, le calendrier basé sur la saison culturelle, le traitement des demandes de réservation, l'amplitude d'utilisation de l'équipement, le mode de règlement des factures et supprime le chèque de caution en raison de la clôture de la régie de recettes.

Les tarifs appliqués sont inchangés.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de location actualisé ci-joint en annexe ;
- d'adopter la grille tarifaire ci-jointe ;
- d'autoriser Mme la Maire à signer tout document relatif aux locations ;

- d'approuver leur entrée en vigueur à compter du 10 juillet 2020.

M. Chappet : « Bonsoir à toutes et à tous. Après les délibérations qui avaient été prises en conseil municipal concernant la grille tarifaire et le modèle type de contrat de location d'équipements, après un an et demi d'ouverture de l'Eden et au regard du succès de fréquentation et des demandes d'occupation qu'il nous faut gérer, nous avons souhaité faire évoluer le contrat de location afin de prendre en compte différents points. Dans l'article 2 qui concerne la gestion des priorités de réservation, il est indiqué que la salle de spectacle Eden est louée en priorité aux structures professionnelles titulaires d'une licence d'entrepreneur de spectacle pour l'organisation de spectacles ou d'actions de médiations culturelles ou de création artistique, aux associations culturelles de Saint-Jean-d'Angély pour l'organisation de tout style de spectacles vivants ou artistiques, ou tout évènement à vocation culturelle, et aux écoles et clubs de danse de Saint-Jean-d'Angély pour l'organisation de spectacles de danse. Ensuite, pour favoriser le développement local, au regard du calendrier de réservations, elle peut être louée conformément à la grille tarifaire aux établissements scolaires de Saint-Jean-d'Angély, aux autres associations et aux entreprises et autres organismes.

Dans l'article 3, nous prenons simplement le calendrier de la saison culturelle comme étant l'année de référence.

L'article 4 concerne le traitement des demandes de réservation. Nous précisons bien qu'il y a un protocole de réservation qui s'effectue en 3 temps :

1. Accusé-réception de la demande de réservation,
2. Transmission de l'accord ou du refus, au plus tard début juillet pour la saison culturelle suivante,
3. Transmission du contrat de location, accompagné des protocoles « Sécurité incendie et d'évacuation », « Hygiène et sanitaire » indiqué dans l'article 12 de cette convention.

Nous avons ensuite l'amplitude de l'utilisation de l'équipement. Nous indiquons dans l'article 10 des précisions relatives aux jours de montage et démontage techniques, les jours de spectacle, l'accueil des artistes et l'organisation des séminaires. Enfin, il y a le mode de règlement dans l'article 19, qui indique que puisque nous n'avons plus de régie municipale pour ce qui concerne la gestion de l'Eden, une facturation sera adressée par la Trésorerie municipale pour le paiement des occupations. Nous précisons que les tarifs appliqués demeurent inchangés. Ainsi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le contrat de location actualisé joint en annexe, d'adopter la grille tarifaire ci-jointe, d'autoriser Madame la Maire à signer tout document relatif aux locations, et d'approuver leur entrée en vigueur à compter du 10 juillet 2020 ».

Mme la Maire : « Merci beaucoup Monsieur Chappet. Y-a-t-il des demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. HenoCh CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 3 concerne la salle de spectacle de l'Eden, convention de mise à disposition à titre gracieux ».

**N° 3 - Salle de spectacle EDEN -
Convention de mise à disposition à titre gracieux**

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Par délibération du 5 juillet 2018, le Conseil municipal a approuvé le mode d'exploitation en régie directe de la salle de spectacle EDEN.

Dans le cadre de son exploitation, la Ville souhaite soutenir ponctuellement l'organisation d'actions culturelles à caractère caritatif ou d'événements relatifs à la promotion touristique du territoire ou lié au développement local.

Ces deux axes représentent un enjeu pour la cohésion sociale, ainsi que pour le développement de la commune de Saint-Jean-d'Angély.

Dans ce cadre, une mise à disposition de la salle de spectacle EDEN est proposée à titre exceptionnel et gratuit.

L'événement envisagé doit obligatoirement répondre à l'un des critères suivants :

- L'organisation par une association de Saint-Jean-d'Angély d'une manifestation culturelle ou artistique à caractère caritatif ; l'association s'engage à reverser les bénéfices de la manifestation à une œuvre caritative.
- L'organisation par un organisme du territoire d'un événement à but non lucratif, relatif à la promotion touristique du territoire ou à un projet de développement local.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention type de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle EDEN ci-jointe en annexe ;

d'autoriser Mme la Maire à signer tout document afférent.

M. Chappet : « Là aussi, afin de répondre aux nombreuses sollicitations de mise à disposition à titre gracieux de l'Eden, nous sommes amenés à définir des critères qui permettent d'y répondre sans mettre en difficulté le fonctionnement comptable de l'Eden. C'est la raison pour laquelle nous avons listé les critères suivants :

L'événement envisagé doit obligatoirement répondre à l'un des critères suivants :

- L'organisation par une association de Saint-Jean-d'Angély d'une manifestation culturelle ou artistique à caractère caritatif. L'association s'engage bien entendu à reverser les bénéfices de la manifestation à une œuvre caritative.
- L'organisation par un organisme du territoire d'un événement à but non lucratif, relatif à la promotion touristique du territoire ou à un projet de développement local.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention type de mise à disposition à titre gracieux de la salle de spectacle de l'Eden jointe en annexe et d'autoriser Madame la Maire à signer tout document afférent. En ce qui concerne le caractère caritatif, il est par exemple prévu l'année prochaine avec les Restos du Cœur l'organisation d'un concert de musique classique avec l'orchestre symphonique des Vals de Saintonge. C'est typiquement dans ce cadre-là que sera passée la

convention avec l'association ».

Mme la Maire : « Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. HenoCh CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons à la délibération n°4, salle de spectacle Eden, programmation Ville, conventions type de partenariat ».

N° 4 - Salle de spectacle EDEN - Programmation Ville - Conventions type de partenariat

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Par délibération du 5 juillet 2018, le Conseil municipal a approuvé le mode d'exploitation en régie directe de la salle de spectacle EDEN.

Depuis l'exploitation de l'établissement en septembre 2018, la programmation culturelle au sein de la salle de spectacle EDEN est assurée, pour l'essentiel, par des partenaires professionnels avec lesquels la Ville a conventionné : l'A4 et Belle Factory, qui proposent une programmation artistique, culturelle et musicale de spectacles vivants.

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville souhaite mettre en place, en tant qu'organisateur :

- une programmation complémentaire de concerts de musique classique, deux ou trois fois au cours de la saison culturelle ;
- ainsi que des soirées « Afterwork » bimestrielles, en partenariat ponctuel avec des artistes et des structures associatives ou entrepreneuriales.

A travers cette offre culturelle, la Ville souhaite :

- 1- réussir à diversifier les programmations et les publics,
- 2- encourager le public à découvrir les autres programmations proposées à l'EDEN par ses partenaires,
- 3- assurer l'organisation d'événements culturels dans une logique gagnant/gagnant, en mobilisant le secteur associatif local qui offre souplesse et réactivité dans le cadre de la gestion de la billetterie et de l'espace bar, tout en le soutenant et en l'impliquant activement dans l'organisation d'événements qui soient source de recettes complémentaires, utiles au développement des associations.

Pour mettre en œuvre cette programmation culturelle, il convient d'établir deux conventions type de partenariat qui définissent les modalités d'organisation de ces événements.

Ainsi, la convention type de partenariat « Afterwork » permet de définir les engagements et responsabilités des différents partenaires associatif, artistique et entrepreneurial du territoire, impliqués dans la mise en place de ces événements.

La convention type de partenariat « Afterwork » prévoit :

- la gestion du débit de boisson et de la petite restauration par une association,
- la prestation musicale ou artistique par un artiste ou groupes d'artistes, avec une prise en charge par la Ville,
- la présentation d'une fabrication artisanale, de services ou d'activités professionnelles par un artisan ou entrepreneur du territoire.

La convention type de partenariat « Programmation de musique classique » définit, quant à elle, les engagements et responsabilités de(s) artiste(s) engagé(s) et de l'association partenaire, investis dans l'organisation de ces concerts.

La convention type de partenariat « Programmation de musique classique » prévoit notamment :

- la prise en charge des frais artistiques et coûts de location de matériels par la Ville,
- la mise en place d'un partenariat avec une association locale pour la gestion de la billetterie et de l'espace bar, le cas échéant. L'association encaisse les recettes et conserve les bénéfices de ses ventes.

Chaque convention type fixera les rôles et missions des partenaires, accompagnée des annexes : protocoles « Sécurité incendie et évacuation », et « Hygiène et sanitaire » ainsi que le règlement intérieur.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention type de partenariat « Afterwork » ci-jointe en annexe ;
- d'approuver la convention type de partenariat « Programmation de musique classique » ci-jointe en annexe ;
- d'autoriser Mme la Maire à signer tout document afférent.

M. Chappet : « Cette convention type de partenariat concerne des programmations par la Ville dans le cadre du développement de sa politique culturelle afin, comme il est indiqué, de diversifier les programmations et les publics, d'encourager le public à découvrir les autres programmations proposées à l'Eden par ses partenaires, et d'assurer l'organisation d'événements culturels dans une logique gagnant/gagnant, en mobilisant le secteur associatif local. Ainsi, deux propositions sont faites. Pour la première, au regard des succès rencontrés par les « Afterwork » organisés par la Ville une fois tous les 2 mois environ dans le bistrot art déco, il est proposé de mettre en place une convention multipartite d'une part avec la Ville, l'organisateur principal, une association qui gère le débit de boissons et la petite restauration, un artiste ou un groupe pour la prestation musicale, et une entreprise, un service ou un artisan, qui présente son savoir-faire et qui est issu du territoire. Le deuxième volet concerne la programmation de musique classique. La Ville souhaite mettre en place

une telle programmation, ce qu'elle fait déjà avec l'orchestre symphonique des Vals de Saintonge que j'ai cité tout à l'heure. La convention type de partenariat « Programmation de musique classique » va permettre la prise en charge des frais artistiques et des coûts de location de matériels par la Ville, et la mise en place d'un partenariat avec une association locale pour la gestion de la billetterie et de l'espace bar, le cas échéant. L'association de son côté encaisse les recettes et conserve les bénéfices des ventes. Chaque convention type fixera les rôles et missions des partenaires, accompagnée des annexes évoquées tout à l'heure, en particulier les protocoles « Sécurité incendie et évacuation », et « Hygiène et sanitaire » ainsi que le règlement intérieur. Ainsi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention type de partenariat « Afterwork » jointe en annexe, d'approuver la convention type de partenariat « Programmation de musique classique » également jointe en annexe, et d'autoriser Madame la Maire à signer tout document afférent ».

Mme la Maire : « Y-a-t-il des demandes de précisions concernant cette délibération ? Je n'en vois pas, je vais donc la mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. HénocH CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « En fait, nous avons contacté un opérateur associatif spécialisé dans la musique classique, mais ses propositions de devis étaient tellement élevées que nous préférons continuer à faire une programmation Ville car pour un prix très modique, nous pouvons proposer une saison classique aux Angériens et aux habitants des Vals de Saintonge. La musique classique a un vrai public, de 250 à 350 spectateurs par concert, souvent le dimanche à 17h00.

Nous poursuivons avec une autre délibération concernant l'Eden et relative au règlement intérieur, puisqu'il n'y en avait pas jusqu'à ce jour ».

N° 5 - Salle de spectacle EDEN - Règlement intérieur

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Par délibération du 5 juillet 2018, le Conseil municipal a approuvé le mode d'exploitation en régie directe de la salle de spectacle EDEN.

Depuis l'exploitation de l'établissement en septembre 2018, la programmation culturelle au sein de la salle de spectacle EDEN est assurée, pour l'essentiel, par des partenaires professionnels avec lesquels la Ville a conventionné : l'A4 et Belle Factory, qui proposent une programmation artistique, culturelle et musicale de spectacles vivants.

La salle de spectacle EDEN est un Établissement Recevant du Public de type L, 3^{ème} catégorie.

Afin de préserver le bon fonctionnement de l'équipement, il est instauré un règlement intérieur de la salle de spectacle EDEN.

Ce règlement pose le cadre réglementaire relatif à l'exploitation des locaux afin d'y faire respecter les biens mobiliers, les équipements et les personnes, par toute personne présente sur le site.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter le règlement intérieur de la salle de spectacle EDEN ci-joint en annexe ;
- d'autoriser Mme la Maire à signer tout document relatif au règlement intérieur de la salle de spectacle EDEN,
- d'approuver son entrée en vigueur à compter du 10 juillet 2020.

M. Chappet : « Le règlement intérieur qui vous est présenté est le fruit d'un travail qui correspond à l'expérience qui a été vécue dans la gestion de l'Eden depuis son ouverture. Ce règlement intérieur permet de poser un cadre concernant l'exploitation du site dans ses règles et ses usages. Vous avez pu en prendre connaissance. C'est un règlement intérieur classique, mais adapté par rapport au fonctionnement de l'Eden. Aussi sans plus tarder, il est proposé au Conseil municipal d'adopter le règlement intérieur de la salle de spectacle Eden ci-joint, d'autoriser Madame la Maire à signer tout document relatif au règlement intérieur de la salle de spectacle Eden, et d'approuver son entrée en vigueur à compter du 10 juillet 2020 »

Mme la Maire : « Il y a des questions ? Je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. HenoCh CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 6 concerne une adaptation de la programmation de Belle Factory à l'Eden. Vous le savez, lors du dernier Conseil municipal, nous avons voté le maintien de la totalité des subventions aux associations sportives et culturelles quelles que soient les manifestations, annulées ou pas, parce qu'il nous semblait important dans ces moments difficiles de soutenir nos structures associatives. Nous avons eu l'heureuse surprise que Belle Factory nous propose, en échange de cette marque de confiance, une programmation musicale adaptée, dans le courant du mois de juillet, pour remplacer les concerts qui ne pourront pas se dérouler en cette fin d'année. Certains pourront peut-être avoir lieu, mais pas tous. En tous les cas, je voulais remercier Belle Factory de cette proposition puisqu'elle se fait sans surcoût. Je passe la parole à monsieur Chappet pour présenter cette programmation ».

**N° 6 - SCIC Belle Factory -
Convention d'objectifs pluriannuelle 2019/2021 avec la Ville -
Avenant N° 3 - Impact de la crise sanitaire Covid-19 -
Adaptation de la programmation en 2020**

Rapporteur : M Cyril CHAPPET

Par délibération du 28 mars 2019, le Conseil municipal a autorisé Mme la Maire à signer une convention d'objectifs pluriannuelle 2019/2021 avec l'association Yellow (association précédemment dénommée Cognac Blues Passions) pour soutenir son projet visant à proposer une nouvelle offre culturelle dans le domaine des musiques actuelles, au sein de la salle de spectacle EDEN de Saint-Jean-d'Angély.

Par délibération du 4 juillet 2019, le Conseil municipal a autorisé Mme la Maire à signer l'avenant n° 1 visant à actualiser la convention d'objectifs pluriannuelle au regard du nouveau statut de l'association Yellow devenue la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Belle Factory.

Par délibération du 30 avril 2020, le Conseil municipal a autorisé Mme la Maire à signer l'avenant n° 2 visant à verser, à titre exceptionnel, la subvention 2020 à la SCIC Belle Factory dans sa totalité au mois de mai 2020 pour soutenir la SCIC dans la gestion des impacts de la crise sanitaire sur la programmation initialement établie et visant à préciser les dépenses ciblées par les financements alloués par la Ville à la SCIC compte tenu de la recherche de sources de financement complémentaires engagée par Belle Factory.

La crise sanitaire liée à la propagation du virus Covid-19 sur notre territoire a entraîné la fermeture de la salle de spectacle EDEN, ERP de type L, concerné par l'arrêté du 14/03/2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19. La SCIC Belle Factory a ainsi été contrainte d'annuler certains concerts programmés pendant la période de fermeture de l'équipement.

L'article 45 du décret n°2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, prévoit que dans les départements situés en zone verte les ERP de type L : salles de spectacles peuvent accueillir le public, à compter du 4 juin 2020, dans les conditions suivantes :

- 1- les personnes accueillies ont une place assise,
- 2- une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne ou chaque groupe de moins de 10 personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble,
- 3- l'accès aux espaces permettant des regroupements est interdit, sauf s'ils sont aménagés de manière à garantir les gestes barrières.

Sauf pour la pratique d'activités artistiques, le port du masque est obligatoire. Les gestes barrières, incluant la distanciation sociale, doivent être appliqués.

Au regard de ces nouvelles mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, la jauge de l'EDEN est donc fortement impactée et par voie de conséquence l'équilibre économique des structures programmatrices.

Dans ces conditions et compte tenu parallèlement des reports de tournées des artistes programmés à l'EDEN en 2020, la SCIC Belle Factory envisage de proposer une programmation de musiques actuelles pendant la période estivale sur différents sites extérieurs de Saint-Jean-d'Angély en accueillant le public de façon limitée, uniquement dans le cadre de petites jauges, et en programmant des artistes de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Au regard de ces circonstances exceptionnelles, le nouveau projet développé par la SCIC vise à contribuer à limiter la propagation du virus Covid-19 tout en proposant une programmation de musiques actuelles sur le territoire angérien.

Afin d'actualiser la convention d'objectifs pluriannuelle au regard du projet développé par la SCIC Belle Factory sur 2020, année fortement impacté par la crise sanitaire du virus Covid-19, il convient

de modifier la convention signée initialement le 2 avril 2019 conformément à l'avenant n° 3 correspondant ci-après. Le montant de la subvention annuelle maximale fixé à 50 000 € reste inchangé.

Ainsi il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs pluriannuelle 2019/2021 entre la Ville de Saint-Jean-d'Angély et la SCIC Belle Factory ;

d'autoriser Mme la Maire à signer cet avenant.

M. Chappet : « La convention pluriannuelle qui lie la Ville avec la société coopérative Belle Factory prévoit l'organisation, normalement, de six concerts de musiques actuelles à l'Eden pour la saison. Or la crise sanitaire est passée par là et nous a contraints à fermer l'équipement et à reporter les dates de concerts. Comme l'a rappelé madame la Maire, pour cet été et en remerciement de la confiance accordée par notre partenaire, Belle Factory propose l'organisation de concerts à l'extérieur qui se déclinent selon une formule innovante. Ainsi, au mois de juillet, nous aurons trois soirs de concerts avec trois lieux différents, la cour des Angériens, le jardin lapidaire des tours et le jardin du Conseil départemental, avec trois artistes ou trois groupes qui seront présentés chaque soir, chaque fois à deux horaires, l'un de 18h00 à 19h00 et l'autre de 20h00 à 21h00. 460 spectateurs sont attendus par soirée, soit un peu moins de 2 000 spectateurs attendus pour au cours du mois de juillet. Ce sont des petites jauges puisqu'effectivement, dans le jardin du Conseil départemental, on peut accueillir 30 personnes, dans le jardin lapidaire des tours, 50 personnes, et 150 autres dans la cour des Angériens. Cela permet de pouvoir respecter les conditions sanitaires qui sont imposées par l'Etat dans le cadre de cette organisation, mais également de pouvoir avoir une manifestation culturelle offerte à un public sur le mois de juillet, sachant que bien d'autres viendront par la suite et sont détaillés dans l'agenda qui vous a été distribué sur table. Pour permettre ces concerts, nous sommes tenus de faire un avenant à cette convention pluriannuelle. Ainsi, la modification concerne l'article 1 de cet avenant qui est complété comme suit : « Compte tenu des circonstances exceptionnelles liées à la crise sanitaire du virus covid-19 au titre de l'année 2020, la programmation établie par la SCIC Belle Factory pourra être proposée sous des formes adaptées aux enjeux sanitaires, concerts en extérieur, sur différents sites de la ville pendant la période estivale, limités à des petites jauges mettant en lumière des talents du territoire de la Nouvelle-Aquitaine ». Tous les autres articles restent inchangés. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs pluriannuelle 2019/2021 entre la ville de Saint-Jean-d'Angély et la SCIC Belle Factory, et d'autoriser Madame la Maire à signer cet avenant ».

Mme la Maire : « Merci. Le titre de cette programmation est « Musiques au détour des Tours ». Je ne vous cache pas que si le public apprécie cette programmation musicale, nous la poursuivrons peut-être les années prochaines. Est-ce qu'il y a des demandes de précisions concernant cette demande d'avenant ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée. Je précise que cette programmation se fait sans surcoût pour la Ville, et elle est gratuite pour les spectateurs ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 25**
- **Contre : 2 (M. HénocH CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Abstentions : 2 (M. Ludovic BOUTILLIER, Mme Micheline JULIEN)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons à la délibération n° 7 relative à la gestion des tours de l'Abbatiale, convention entre la ville de Saint-Jean-d'Angély et l'Office de Tourisme Saintonge Dorée. Je donne la parole à madame Delaunay ».

N° 7 - Gestion des tours de l'Abbatiale - Convention entre la Ville de Saint-Jean-d'Angély et l'Office de tourisme Saintonge Dorée

Rapporteur : Mme Anne DELAUNAY

La crise sanitaire liée à la COVID-19 impose à l'Office de tourisme Saintonge Dorée de modifier sa présence sur le territoire pour être au plus près des touristes.

Aussi, l'Office de tourisme Saintonge Dorée propose un maillage du territoire autour des sites à forte fréquentation.

Ce déploiement hors des murs des offices de tourisme prendrait forme à :

- Aulnay de Saintonge sur le site de l'Eglise
- Saint-Savinien sur Charente sur le port miniature
- Saint-Jean-d'Angély aux pieds des tours de l'Abbatiale.

L'Office de tourisme Saintonge Dorée accueillera les visiteurs sur le site et se chargera de la médiation.

La période d'ouverture du site est prévue du 15 juillet au 29 août, du mardi au samedi de 15 h 00 à 18 h 00.

La visite des tours sera gratuite conformément à la politique culturelle de la Ville depuis 2014.

Pour permettre la gestion des tours de l'Abbatiale et en définir les modalités, il convient d'établir une convention entre la Ville et l'Office de tourisme Saintonge Dorée (convention ci-jointe).

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Mme la Maire à signer la convention avec l'Office de tourisme Saintonge Dorée.

Mme Delaunay : « La crise sanitaire liée à la covid-19 impose à l'Office de tourisme Saintonge Dorée de modifier sa présence sur le territoire pour être au plus près des touristes. Aussi, l'Office de tourisme propose un maillage du territoire autour des sites à forte fréquentation. Ce déploiement hors des murs des offices de tourisme prendrait forme à Aulnay de Saintonge sur le site de l'église, Saint-Savinien sur Charente sur le port miniature et Saint-Jean-d'Angély aux pieds des tours de l'Abbatiale. L'Office de tourisme Saintonge Dorée accueillera les visiteurs sur le site et se chargera de la médiation. La période d'ouverture du site est prévue du 15 juillet au 29 août, du mardi au samedi de 15 h 00 à 18 h 00. La visite des tours sera gratuite conformément à la politique culturelle de la Ville depuis 2014. Pour permettre la gestion des tours de l'Abbatiale et en définir les modalités, il convient d'établir une convention entre la Ville et l'Office de tourisme Saintonge Dorée. Il est donc

proposé au Conseil municipal d'autoriser Madame la Maire à signer la convention avec l'Office de tourisme Saintonge Dorée ».

Mme la Maire : « Merci beaucoup Madame Delaunay. Ici encore, le covid est passé par là. Depuis deux ans, ce sont des bénévoles qui assuraient la visites des tours. Compte tenu des risques sanitaires que cela pouvait poser, nous n'avons pas souhaité les solliciter cette année. Je tiens là également à remercier Charente-tourisme et l'Office de tourisme de faire cette proposition, qui nous permet d'ouvrir la visite des tours aux touristes pour la durée de l'été. De plus, l'Office de tourisme fera une information générale aux touristes qui le souhaitent ? Est-ce qu'il y a des demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, **à l'unanimité des suffrages exprimés (29)** :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 8 concerne la valorisation du patrimoine historique et naturel, vente d'affiches et de produits dérivés. Je donne la parole à monsieur Barrière ».

N° 8 - Valorisation du patrimoine historique et naturel - Vente d'affiches et de produits dérivés

Rapporteur : M. Philippe BARRIERE

Dans le cadre de son projet touristique, la Ville de Saint-Jean-d'Angély souhaite mettre en avant le patrimoine historique et naturel en valorisant les lieux touristiques angériens par la réalisation d'affiches et produits dérivés de style néo-rétro.

L'agence DOZ domiciliée à Thairé (17) réalisera, en collaboration avec la Ville de Saint-Jean-d'Angély, deux visuels qui représenteront les Tours de l'abbatiale et le plan d'eau de Bernouët. Ces derniers seront déclinés en affiches de formats A3 et 40x60, magnets et cartes postales.

Les affiches de formats A3 et 40x60 seront éditées en 200 exemplaires, les magnets en 200 exemplaires et les cartes postales en 300 exemplaires.

Les produits seront mis en vente en totalité par le Musée des Cordeliers :

- pour les commerçants du cœur de ville et l'Office de Tourisme :

Articles	Prix de vente unitaire	Prix de revente unitaire au public
Affiche A3	10 €	15 €
Affiche 40x60	20 €	30 €
Magnet	3 €	4,50 €
Carte postale	1,50 €	2,50 €

- pour les particuliers

Articles	Prix de vente unitaire au public
Affiche A3	15 €
Affiche 40x60	30 €
Magnet	4,50 €
Carte postale	2,50 €

L'agence DOZ est autorisée à vendre ces articles, pour son propre compte, sur son site <https://affiches-vintage.com>, aux prix de vente réservés au public.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se présente comme suit :

Dépenses		Recettes	
Cession des droits	660 €	Vente de 200 affiches A3	2 500 €
Achat de 200 affiches A3	1 440 €	Vente de 200 affiches 40x60	5 000 €
Achat de 200 affiches 40x60	3 120 €	Vente de 200 magnets	825 €
Achat de 200 magnets	480 €	Vente de 300 cartes postales	650 €
Achat de 300 cartes postales	360 €		
Total	6 060 €	Total	8 975 €

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la mise en vente des produits dérivés, selon les modalités exposées ci-dessus, au musée des Cordeliers, à l'Office de Tourisme et chez les commerçants du cœur de ville.

Les crédits nécessaires sont inscrits en dépenses sur le budget principal Ville 2020, par décision modificative de ce jour sur les comptes 651-3220 et 6078-3220 pour un montant total de 6 060 €.

M. Barrière : « Bonsoir. Dans le cadre de son projet touristique, la ville de Saint-Jean-d'Angély souhaite mettre en avant le patrimoine historique et naturel en valorisant les lieux touristiques angériens par la réalisation d'affiches et produits dérivés. L'agence DOZ domiciliée à Thairé réalisera, en collaboration avec la ville de Saint-Jean-d'Angély, deux visuels qui représenteront les tours de l'abbatiale et le plan d'eau de Bernouët. Ces produits seront déclinés en affiches de formats A3 et 40x60, magnets et cartes postales. Les produits seront mis en vente en totalité par le musée des Cordeliers :

- pour les commerçants du cœur de ville et l'Office de Tourisme :

Articles	Prix de vente unitaire	Prix de revente unitaire au public
Affiche A3	10 €	15 €
Affiche 40x60	20 €	30 €
Magnet	3 €	4,50 €
Carte postale	1,50 €	2,50 €

- pour les particuliers :

Articles	Prix de vente unitaire au public
----------	----------------------------------

Affiche A3	15 €
Affiche 40x60	30 €
Magnet	4,50 €
Carte postale	2,50 €

L'agence DOZ est autorisée à vendre ces articles pour son propre compte sur son site <https://affiches-vintage.com>, aux prix de vente réservés au public.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se présente comme suit :

Dépenses		Recettes	
Cession des droits	660 €	Vente de 200 affiches A3	2 500 €
Achat de 200 affiches A3	1 440 €	Vente de 200 affiches 40x60	5 000 €
Achat de 200 affiches 40x60	3 120 €	Vente de 200 magnets	825 €
Achat de 200 magnets	480 €	Vente de 300 cartes postales	650 €
Achat de 300 cartes postales	360 €		
Total	6 060 €	Total	8 975 €

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser la mise en vente des produits dérivés, selon les modalités exposées ci-dessus, au musée des Cordeliers, à l'Office de tourisme et chez les commerçants du cœur de ville. Les crédits nécessaires sont inscrits en dépenses sur le budget principal Ville 2020, par décision modificative de ce jour sur les comptes 651-3220 et 6078-3220 pour un montant total de 6 060 € ».

Mme la Maire : « Vous pouvez voir ici en avant-première le projet d'une des deux affiches, celle qui concerne les espaces naturels, le plan d'eau en l'occurrence. Nous attendons la deuxième, qui elle sera axée sur le patrimoine. Est-ce qu'il y a des demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. Ludovic BOUTILLIER, Mme Micheline JULIEN)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons à la délibération n° 9 avec la plateforme communautaire lespritlocal.fr, partenariat et soutien au commerce de proximité ».

N° 9 - Plateforme communautaire lespritlocal.fr - Partenariat et soutien au commerce de proximité

Rapporteur : Mme la Maire

La crise sanitaire liée à la COVID 19 a eu un impact important sur l'économie de notre territoire. De nombreux acteurs économiques n'ont eu aucune activité pendant la période de confinement, entraînant des conséquences économiques et financières majeures. Les habitants des Vals de

Saintonge n'ont donc pas pu soutenir leurs acteurs économiques qui tout au long de l'année apportent un service de proximité de qualité.

Forts de ce constat, les élus de Vals de Saintonge Communauté et de la Ville de Saint-Jean-d'Angély ont proposé qu'une réflexion soit menée sur la création d'un outil qui apporterait une solution locale, territoriale, à ce type de situation.

Deux créateurs locaux, l'un d'Aulnay de Saintonge, l'autre de Fenioux, ont relevé le défi et ont proposé de répondre au cahier des charges des élus en créant une plateforme de vente en ligne territoriale, lespritlocal.fr, destinée à tous les acteurs économiques des Vals de Saintonge.

L'objectif consiste à s'appuyer sur le digital pour favoriser la mise en relation des commerçants et des producteurs indépendants avec les consommateurs du territoire afin de défendre l'économie locale et soutenir les acteurs économiques.

Cette plateforme communautaire, lespritlocal.fr, permettra aux consommateurs de découvrir et d'acheter en ligne des produits locaux de qualité proposés par les professionnels du territoire, de payer en ligne, de profiter d'un drive ou d'être livré selon différentes modalités qui seront proposées (à domicile, en points relais ou dans l'entreprise).

Concrètement, l'acteur économique intéressé choisit une formule d'abonnement selon le niveau de prestation souhaité, de 15 € à 79 € par mois. Celui-ci crée sa fiche e-boutique et propose ensuite les produits qu'il souhaite vendre en ligne.

La star-up Moncelly qui gère le site, propose de réaliser les fiches e-boutique au « format professionnel » pour un montant de 250 € HT, soit 300 € TTC.

Les collectivités du territoire, Vals de Saintonge Communauté, les communes de Matha, de Saint-Savinien et de Saint-Jean-d'Angély, ont souhaité accompagner le lancement de cette plateforme en proposant, aux premiers acteurs économiques qui participeraient à cette opération, de bénéficier d'un soutien financier.

Ainsi, pour les 100 premiers inscrits, Vals de Saintonge Communauté offre 15 €/mois pendant un an sur la formule d'abonnement de leur choix.

Les communes partenaires se sont engagées à financer un certain nombre de fiches e-boutique pour les premiers inscrits de leur territoire.

Ainsi, la Ville de Saint-Jean-d'Angély propose aux 40 premiers acteurs économiques de la commune, de prendre en charge leur fiche e-boutique réalisée par la star-up Moncelly. La valeur unitaire de la fiche e-boutique étant de 300 € TTC, c'est un budget de 12 000 € TTC qui sera consacré au soutien et à l'animation économique de proximité.

Cette plateforme de vente en ligne, lespritlocal.fr, est un nouvel outil qui participe à la revitalisation des cœurs de ville et dont les valeurs sont partagées par les élus :

- favoriser l'activité économique de son territoire pour revitaliser les cœurs de villes et les centres-bourgs ;
- réconcilier le commerce physique et le e-commerce pour aider les professionnels à répondre aux nouvelles attentes des clients du territoire,
- redonner la place au commerce de proximité.

La Ville de Saint-Jean-d'Angély souhaite être partenaire de la plateforme de vente lespritlocal.fr et aider, grâce au digital, les acteurs économiques du territoire en participant activement à la co-construction d'un écosystème favorisant de nouveaux modes de consommation plus vertueux, plus éthiques et plus solidaires.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le partenariat et le soutien au commerce local au travers de la plateforme lespritlocal.fr tels que présentés ci-dessus,
- d'approuver la prise en charge par la commune de 40 fiches e-boutiques à 300 € TTC l'unité, réalisées et facturées par la start-up Moncely, pour un montant total de 12 000 €.

Les crédits correspondants sont inscrits au Budget 2020, compte 67451-8240, subvention aux personnes de droit privé.

Mme la Maire : « Là encore, la crise sanitaire liée au covid est passée par là. De nombreux acteurs économiques, notamment des commerçants, n'ont eu aucune activité pendant la période de confinement. De fait, les habitants des Vals de Saintonge n'ont pas pu soutenir leurs commerçants locaux qui toute au long de l'année leur apporte un service de proximité. Les élus des Vals de Saintonge et de la ville de Saint-Jean-d'Angély ont proposé qu'une réflexion soit menée sur la création d'un outil de vente en ligne qui apporterait une solution locale, et susceptible de répondre au problème de mobilité sur le territoire, par la mise en place aussi de livraisons à domicile. Deux chefs d'entreprise, l'un d'Aulnay de Saintonge, l'autre de Fenioux, ont relevé le défi et ont proposé de répondre au cahier des charges des élus en créant une plateforme de vente en ligne territoriale, qu'ils ont dénommée lespritlocal.fr, et qui est vraiment destinée à tous les acteurs économiques, touristiques, producteurs des Vals de Saintonge. L'objectif consiste en fait à s'appuyer sur le digital pour favoriser la mise en relation des commerçants et des producteurs indépendants avec les consommateurs du territoire afin de défendre l'économie locale et soutenir les acteurs économiques, avec un site qui soit à la fois extrêmement ergonomique, attrayant, pratique, avec des frais plutôt raisonnables par rapport à d'autres grandes plateformes de vente en ligne. Elle permettra donc aux consommateurs de découvrir et d'acheter leurs produits locaux et de bénéficier également du service après-vente. C'est un moyen de rester fidèle à ses commerçants. Concrètement, l'acteur économique intéressé choisit une formule d'abonnement selon le niveau de prestation souhaité, de 15 € à 79 € par mois. Celui-ci créé ensuite sa fiche e-boutique et propose ensuite les produits qu'il souhaite vendre en ligne. La star-up Moncely, l'entreprise qui a été créée, propose de réaliser les fiches e-boutique au « format professionnel » pour un montant de 250 € HT, soit 300 € TTC. Les collectivités du territoire, Vals de Saintonge Communauté, les communes de Matha, de Saint-Savinien et de Saint-Jean-d'Angély, ont souhaité accompagner le lancement de cette plateforme en proposant, aux premiers acteurs économiques qui participeraient à cette opération, de bénéficier d'un soutien financier. La Communauté de communes pour sa part va offrir 15 €/mois pendant un an, soit 180 €, sur la formule d'abonnement du choix du commerçant. Les communes partenaires se sont engagées à financer un certain nombre de fiches e-boutique pour les premiers inscrits de leur territoire. Ainsi, la ville de Saint-Jean-d'Angély, comme d'ailleurs Matha et Saint-Savinien, propose aux 40 premiers acteurs économiques de la commune, de prendre en charge leur fiche e-boutique réalisée par la star-up Moncely. La valeur unitaire de la fiche e-boutique étant de 300 € TTC, c'est un budget de 12 000 € TTC qui sera consacré au soutien et à l'animation économique de proximité. Ce budget est pris sur celui qui était initialement prévu à la création de commerces sur le centre-ville, puisque nous pensons qu'il y aura un petit peu moins de créations compte tenu de la crise du covid. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le partenariat et le soutien au commerce local au travers de la plateforme lespritlocal.fr, et d'approuver la prise en charge par la commune de 40

fiches e-boutiques à 300 € TTC l'unité, pour un montant total de 12 000 €. Bien évidemment, s'il y avait plus de 40 abonnés, je vous proposerais peut-être une délibération complémentaire parce que je pense important de soutenir tous les acteurs économiques qui s'inscriraient. A noter aussi qu'un certain nombre d'acteurs touristiques sont intéressés pour s'inscrire sur cette plateforme, ainsi que des associations, comme par exemple l'association du canoë, qui fait une activité de location et d'animation. Elle souhaite donc adhérer à cette plateforme qui lui permettrait de bénéficier d'un paiement en ligne, parce qu'ils n'ont pas de terminal de carte bleue. L'association des pêcheurs angériens, qui va organiser cet été tous les mardis matins une initiation famille à la pêche, est également intéressée pour s'inscrire sur ce site. Je vous propose donc ce soutien aux commerçants. Est-ce qu'il y a des questions, des demandes de précisions ? Oui, Monsieur Boutillier ? »

M. Boutillier : « Je voulais simplement demander si des commissions étaient prises sur les ventes ? »

Mme la Maire : « Absolument, mais elles sont de 7% à 11%, ce qui est bien moindre que celles des plateformes comme Amazon ou autres plateformes nationales qui ont des tarifs beaucoup plus élevés ».

M. Boutillier : « Oui certainement, mais il s'agit d'un site local. Je pense que la commission, même en termes de maintenance sur le site, ne doit pas être extrêmement élevée. J'estime donc que 7 % à 11%, c'est relativement cher pour un e-commerce ».

Mme la Maire : « Je vous propose, dès qu'ils seront en capacité de le faire, d'organiser une réunion afin qu'il vous présente le projet. Je peux vous dire qu'ils ont procédé à un certain nombre de recrutements, parce que ce travail demande des compétences de développeur, de communication, et cela a un coût relativement important. Sans faire de bénéfices, ils doivent pouvoir au moins rentrer dans leurs frais. Ils ont calculé au plus juste. Ils ont une vraie volonté d'abord de rester sur le territoire, mais aussi d'apporter quelque chose à ce territoire, et ils ont vraiment calculé leur commission juste pour rentrer dans leurs frais et se rémunérer, puisqu'ils assurent eux-mêmes la maintenance et l'alimentation... Vous verrez, ce sont deux jeunes chefs d'entreprise qui sont vraiment dynamiques, très créatifs, et j'ai été impressionnée par la qualité de leur projet. Je vais demander l'organisation d'une réunion pour qu'ils puissent vous présenter ce projet, ainsi vous pourrez juger par vous-même de sa qualité ».

M. Boutillier : « Très bien, merci ».

Mme la Maire : « Y-a-t-il d'autres demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, **à l'unanimité des suffrages exprimés (29) :**

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 10 concerne la maison à pans de bois, immeuble 22-24 rue Grosse Horloge, opération de sauvegarde, mission d'assistance technique, demande de subventions. J'ai souhaité que l'on s'en occupe de façon urgente puisqu'elle est dans un état précaire. Nous lançons donc le coup d'envoi de la réhabilitation de cette maison Bonnet. C'est un bâtiment classé, qui va donc demander une procédure particulière, mais je souhaite demander une dérogation à la

sous-préfecture pour que l'on puisse monter la participation des subventions à 90 % des travaux au lieu de 80 % habituellement, puisque la loi le permet pour des monuments historiques. Là, il s'agit de la première étape, et je passe la parole à monsieur Chappet ». ».

**N° 10 - Maison à pans de bois immeuble 22-24 rue Grosse Horloge -
Opération de sauvegarde - Mission d'assistance technique -
Demande de subventions**

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Par délibération du 25 octobre 2012, le Conseil municipal a décidé d'acquérir l'immeuble à colombage situé 22-24 rue Grosse Horloge dont les façades sur rue et la toiture ont été inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 26 août 1943. Cet immeuble à colombage situé au cœur du centre-ville est emblématique des constructions des XV^{ème} et XVI^{ème} siècles. Afin de sécuriser et de réhabiliter cet immeuble, compte tenu de son état très dégradé, des premiers travaux de mise en sécurité et de consolidation provisoire, ont été réalisés en urgence en 2013.

Puis par délibération du 3 juillet 2014, ces travaux de sauvegarde se sont poursuivis en réalisant le déblaiement de la cave et les travaux de première nécessité sur la charpente.

La restauration et la conservation de ce patrimoine sont importantes et complexes au regard de sa structure architecturale. Les premiers travaux réalisés ont simplement permis de sauvegarder provisoirement le bâti.

Afin d'engager une opération de sauvegarde et de réhabilitation complète de l'immeuble, il est proposé de solliciter une assistance technique auprès d'un cabinet d'architecture visant à :

- 1- Etablir un dossier administratif et historique en lien avec les demandes de la DRAC
- 2- Organiser les travaux de sécurisation et d'accès
- 3- Etablir les dossiers de subventions
- 4- Estimer les travaux de sauvegarde et réaliser une approche des aménagements en lien avec les destinations futures.

Cette mission d'assistance est estimée à 35 700 € HT, soit 42 840 € TTC.

Elle permettra notamment :

- d'estimer les travaux à réaliser pour sauvegarder le bâti,
- de définir les aménagements en lien avec les différents usages souhaités.

Ce bâti représente, par son positionnement, un enjeu stratégique pour la revitalisation du centre-ville.

Au regard de l'intérêt patrimonial du site et compte tenu de son inscription sur l'inventaire des monuments historiques, cette mission d'assistance pourrait être financée par le Département dans le cadre du plan patrimoine et au titre du plan départemental des Vals de Saintonge selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Dépenses (HT)		Recettes	
Mission d'assistance technique	35 700 €	Département Plan patrimoine (20 %)	7 140 €

		Plan départemental des Vals de Saintonge (10 %)	3 570 €
		Ville de Saint-Jean-d'Angély (70 %)	24 990 €
Total	35 700 €	Total	35 700 €

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- de solliciter l'aide financière du Département au titre du plan patrimoine et du plan départemental des Vals de Saintonge ;
- d'autoriser Mme la Maire à signer toute pièce relative à ce dossier.

Les crédits en dépenses sont inscrits au budget, compte 2313-0200-0773, à hauteur de 60 000 €. Les recettes correspondantes seront inscrites au budget par décision modificative après notification.

M. Chappet : « Je vous laissais faire, Madame la Maire... Effectivement, la maison Bonnet a été acquise il y a 8 ans par la Ville. Cette maison, située rue Grosse Horloge, est un bâtiment emblématique mais complexe du patrimoine angevin. De premières opérations de sauvegarde avaient été menées au cours des précédents mandats, qui nécessitent d'être poursuivies. Nous pouvons dire qu'il s'agit d'un des grands chantiers que nous allons mener au cours de ce mandat en plein cœur de ville. Avant de commencer les travaux, il y a nécessité de solliciter une assistance technique auprès d'un architecte du patrimoine. Cette assistance technique s'élève à 35 700 € HT, et l'objet de la délibération est de solliciter le financement par le Département, dans le cadre du plan patrimoine qui a été créé l'an dernier par le Conseil départemental, pour prendre en charge à hauteur de 20 % du coût de cette mission d'assistance technique. Nous sollicitons également le plan départemental des Vals de Saintonge à hauteur de 10 %, ce qui fait un accompagnement du Département à hauteur de 30 % du coût initial hors taxes. Bien entendu, d'autres recherches de financement public sont en cours auprès d'autres collectivités, et nous serons amenés à re-délibérer le cas échéant. Mais pour ce qui est de la demande auprès du Département, il est demandé au Conseil municipal de solliciter l'aide financière du Département au titre du plan patrimoine et du plan départemental des Vals de Saintonge et d'autoriser Madame la Maire à signer toute pièce relative à ce dossier ».

Mme la Maire : « Merci. Je rappelle que nous avons un premier devis qui avait été fait par monsieur Dodeman, architecte en chef des Monuments historiques. Ce devis date du début de l'année 2015 je crois, et il est de 900 000 € rien que pour le gros œuvre, sans compter l'aménagement intérieur ! C'est donc un chantier important, mais qui est absolument indispensable compte tenu de l'état de ce bâtiment. La maison Bonnet sera ensuite très emblématique de la réhabilitation du cœur de ville. C'est un chantier qui je crois est important pour Saint-Jean-d'Angély. Y-a-t-il des questions, des demandes de précisions ? Oui Monsieur Boutillier ? »

M. Boutillier : « Juste deux choses... La première, on peut se féliciter que huit ans après son acquisition, on commence à s'occuper de cette maison qui est vraiment délabrée. J'ai une simple question à poser, toujours dans cette même rue, mais en face. Le lot 673 est en train de tomber. Je voudrais savoir ce qu'il s'y passe et si quelqu'un y habite ? »

Mme la Maire : « Cela nous occupe depuis hier. Nous avons été alertés sur le fait que des morceaux de la façade tombaient. Je vous indique avoir pris un arrêté de péril il y a un an. Hier, nous avons contacté la SCI qui a racheté le bâtiment. L'un des propriétaires était à l'étranger et nous a dit qu'il

arrivait pour venir voir ce qu'il se passait... Mon intention est cette fois de prendre un arrêté de péril imminent. Là, il s'agit d'une procédure de sauvegarde d'urgence. Effectivement, je suis assez d'accord avec vous, c'est une maison qui est aussi importante pour le patrimoine. Apparemment, le propriétaire a fait preuve de bonne volonté, donc j'ai bon espoir que l'urgence des travaux à réaliser soit bien prise en compte. Mais il n'y a pas de souci, nous y sommes très attentifs ».

M. Boutillier : « Oui, j'imagine bien. Cette maison, est-elle habitée aujourd'hui, ou est-elle totalement vide? »

Mme la Maire : « Elle est vide, depuis très longtemps ».

M. Boutillier : « Alors j'informe tout le conseil que l'on voit des gens rentrer et sortir de ce bâtiment en permanence. Il y a un souci dans cette maison, je ne sais pas ce qu'il s'y passe, mais il se passe des choses, ça c'est sûr ».

Mme la Maire : « Dans un tel cas, il ne faut pas hésiter à nous alerter. Vous n'êtes pas obligé d'attendre le Conseil municipal pour nous le dire ».

M. Boutillier : « J'ai découvert ça hier en passant devant, et j'ai étonné de voir les gens rentrer et ressortir ainsi. »

Mme la Maire : « De toute façon, l'on sait bien que les immeubles « abandonnés » par leurs propriétaires, comme l'hôtel de la Paix, ou encore l'Eden lorsqu'il était désaffecté et qui a brûlé, sont souvent squattés. Pour l'hôtel de la Paix, nous avons vraiment essayé de contacter le propriétaire, qui est âgé, qui est à l'étranger, et qui ne répond pas... C'est compliqué parfois. En l'occurrence, des jeunes sont venus squatter les lieux et y ont mis le feu. Heureusement, l'incendie a été éteint sans trop de dégâts autour. Là effectivement, cette maison est inhabitée depuis quelque temps... Je passe la parole à monsieur Chappet ».

M. Chappet : « Je voudrais apporter une précision. Nous savons effectivement que le bâtiment est occupé puisque les proches voisins nous en ont informés, nous ne le découvrons donc pas ce soir. Nous sommes intervenus mardi. Monsieur Barrière était de permanence et je l'ai accompagné avec les services techniques pour sécuriser la rue Grosse Horloge. Nous avons également sollicité le propriétaire qui a fait preuve de célérité puisqu'il viendra dès demain, étant actuellement à l'étranger. C'est donc une situation que nous connaissions en ce qui concerne l'occupation de ce bâtiment. Il y a effectivement des va-et-vient, avec des chiens... »

Mme la Maire : « Bien. Y-a-t-il d'autres demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- Pour : 27
- Contre : 0
- Abstentions : 2 (M. HenoCh CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)
- Ne prend pas part au vote : 0

Mme la Maire : « Nous passons maintenant à la délibération n° 11 relative à l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique dans le cadre de l'opération de requalification des immeubles situés 3, 5 et 7 rue des Bancs ».

**N° 11 - Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine -
Lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique -
Opération de requalification des immeubles situés 3, 5 et 7 rue des Bancs**

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Depuis 2015, la Ville de Saint-Jean-d'Angély a engagé une véritable politique de reconquête du centre-ville, avec l'objectif de traiter la vacance commerciale et celle liée à l'habitat.

Les études menées par les cabinets Cibles et Stratégies, pour la partie développement économique, et Soliha, pour la partie habitat, ont permis d'établir un plan d'actions qui est opérationnel depuis 2016.

L'une des actions préconisées pour le traitement de la vacance habitat est l'approche à l'ilot. Celle-ci consiste à réhabiliter plusieurs immeubles en même temps et ainsi développer un programme de logements optimisé.

L'étude conduite par Soliha a permis d'identifier les immeubles situés aux numéros 3, 5 et 7 de la rue des Bancs comme une opportunité majeure pour la requalification du centre-ville.

En effet, leur localisation stratégique et leur état dégradé portent préjudice à l'image de la ville, et leur vacance structurelle augmente le risque de péril.

En janvier 2020, des courriers de mise en demeure pour faire cesser le péril que constituent ces immeubles ont été adressés aux propriétaires en application de l'article R 511-1 du Code de la construction et de l'habitation.

La requalification de ces trois immeubles permettrait de créer 7 logements de types T2 et T3 qui correspondent parfaitement à la demande de logements en cœur de ville, et de développer environ 200 m² de surface commerciale, surface propice à l'accueil d'enseignes nationales.

Pour boucler financièrement ce projet, la Ville a optimisé tous les partenariats et toutes les sources de financement possibles :

- Convention opérationnelle n° 17-18-053 signée avec l'Etablissement Public Foncier (EPF) Nouvelle Aquitaine le 12 juillet 2018,
- Convention avec la Société d'Economie Mixte Immobilière Saintongaise (SEMIS) pour la faisabilité du projet de requalification des immeubles 3, 5 et 7 rue des bancs en date du 5 février 2018,
- Convention Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) avec l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et Vals de Saintonge Communauté signée le 30 janvier 2019,
- Convention Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) signée avec l'Etat, Vals de Saintonge Communauté, l'EPF Nouvelle Aquitaine, la SEMIS le 15 juillet 2019,
- Candidature à l'Appel à projet « Petites Villes de Demain » initié par l'Etat en novembre 2019,
- Lauréat de l'Appel à Manifestation d'intérêt « Revitalisation des centres-villes » Nouvelle Aquitaine en mars 2020.

Pour la maîtrise foncière, la Ville souhaite aussi mobiliser tous les outils juridiques possibles. Pour ce faire, la Ville de Saint-Jean-d'Angély a sollicité l'aide de l'EPF Nouvelle Aquitaine pour engager les négociations à l'amiable avec les propriétaires des 3 immeubles.

Toutefois, en cas d'échec des négociations, et compte tenu de l'intérêt général du projet de réhabilitation de l'îlot de la rue des bancs, la Ville de Saint-Jean-d'Angély autorise l'EPF Nouvelle Aquitaine à engager une procédure d'expropriation en vue de réaliser le projet précité, et à présenter une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour les parcelles cadastrées section AE n° 418, 417 et 951.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2121-29 et suivants ;

Vu le Code d'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Jean-d'Angély adopté le 8 février 2012 ;

Vu le décret n° 2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Etablissement public foncier de Poitou-Charentes, dans sa version dernière modifiée par le décret n° 2017-837 du 5 mai 2017 le renommant notamment EPF de Nouvelle-Aquitaine ;

Vu le règlement intérieur de l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine qui dispose que le directeur général peut procéder aux acquisitions foncières, par voie amiable ou par exercice du droit de préemption, conduire les phases administratives et judiciaires de la procédure d'expropriation, solliciter l'ouverture des enquêtes correspondantes, solliciter le bénéfice des arrêtés concomitants au bénéfice de l'établissement, procéder aux rétrocessions foncières ;

Vu la convention opérationnelle n° 17-18-053 d'action foncière pour la redynamisation du centre ancien signée le 12 juillet 2018 entre la Commune de Saint-Jean-d'Angély et l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine ;

Vu la situation des parcelles cadastrées section AB n° AE n° 418, 417 et 951 ;

Vu la convention avec la Société d'Economie Mixte Immobilière Saintongeaise (SEMIS) pour la faisabilité du projet de requalification des immeubles 3, 5 et 7 rue des Bancs ;

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Mme la Maire à solliciter l'EPF Nouvelle-Aquitaine pour engager la procédure de déclaration d'utilité publique en vue de réaliser l'opération de requalification des immeubles situés 3, 5 et 7 rue des Bancs.

M. Chappet : « Nous passons au bâtiment voisin de la maison Bonnet, les 3, 5 et 7 de la rue des Bancs, qui font l'objet d'un programme de réhabilitation de l'habitat et du commerce dans le cadre de la requalification du centre-ville en un site stratégique dont la faisabilité a été donnée par convention à la SEMIS. La Ville s'est inscrite dans différents partenariats, a établi des conventions et est inscrite dans des programmes au niveau national. Les immeubles concernés, fortement dégradés et dont la vacance structurelle augmente le risque de péril, incitent la Ville à mobiliser tous les acteurs ainsi que tous les outils juridiques afin de mener une opération qui soit de qualité. Aussi la Ville a mandaté l'Etablissement public foncier de Nouvelle Aquitaine afin d'engager des négociations avec les propriétaires des immeubles pour les racheter sur la base de l'estimation de France Domaine. Toutefois, comme il est précisé dans la délibération, en cas d'échec des négociations et

compte tenu de l'intérêt général du projet de réhabilitation de l'îlot de la rue des Bancs, la ville de Saint-Jean-d'Angély autorise l'EPF Nouvelle Aquitaine à engager une procédure d'expropriation en vue de réaliser le projet précité et à présenter une procédure de déclaration d'utilité publique, une DUP, pour les parcelles concernées. Nous rappelons les articles du Code général des collectivités territoriales, le code de l'expropriation, la référence au PLU de la commune de Saint-Jean-d'Angély, le décret portant création de l'Etablissement public foncier précisant qu'il est à même de pouvoir mener les opérations, son règlement intérieur, la convention opérationnelle qui a été passée entre la commune de Saint-Jean-d'Angély et l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine. Au vu de la situation des parcelles qui sont concernées et de la convention passée avec la Société d'Economie Mixte Immobilière Saintongeaise, la SEMIS, pour la faisabilité du projet de requalification des immeubles 3, 5 et 7 rue des Bancs, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Madame la Maire à solliciter l'EPF Nouvelle-Aquitaine pour engager la procédure de déclaration d'utilité publique en vue de réaliser l'opération de requalification des immeubles situés aux 3, 5 et 7 de la rue des Bancs. »

Mme la Maire : « Merci. Y-a-t-il des questions concernant cette délibération ? Oui, monsieur Brisset, et ensuite monsieur Boutillier ».

M. Brisset : « J'ai une petite question qui concerne le fait que l'un des propriétaires des trois lots attend depuis le mois de février une réponse à une question qu'il a posée par écrit, au sujet de laquelle il m'a demandé de bien vouloir relancer sa demande de réponse. Comment se fait-il qu'il ne soit pas informé de la façon dont ce projet va se dérouler, sachant qu'il n'est vendeur qu'aux conditions normales du marché, alors que jusqu'à présent, on ne lui a fait que des propositions très inférieures à celles du marché. C'est tellement vrai d'ailleurs que, j'ai eu un petit mot de sa part tout à l'heure, entre le 20 juin et le 29 juin, le prix proposé a quasiment doublé, comme si l'on avait pris conscience qu'effectivement, l'offre initiale était peut-être un peu basse... Donc est-ce que vous pourriez lui répondre ? »

Mme la Maire : « Monsieur Chappet ? »

M. Chappet : « La proposition a été faite sur la base de France Domaine à hauteur de 125 000 € si je me souviens bien. Nous proposons à travers l'EPF d'avoir la variable d'ajustement à plus 20 %. Ce qui est anormalement élevé, c'est le prix réclamé par la personne. Donc effectivement, dans ces conditions, on risque de ne pas tomber d'accord, c'est la raison pour laquelle nous autorisons l'EPF à travers cette délibération à lancer une procédure de DUP pour pouvoir mener à bien ce projet dans des prix qui soient ceux du marché, estimés par France Domaine, et qui ne souffrent pas de contestation dans ce cadre ».

M. Brisset : « Je m'inscris en faux sur ce « ne souffre pas de contestation ». Les prix du marché à Saint-Jean-d'Angély, heureusement, sont supérieurs aux estimations qui ont été faites pour ce lot, qui est le lot le plus important de l'opération, il représente presque 40 % de l'ensemble. Ce n'est donc pas un lot neutre. D'autre part, nous sommes largement au-delà des 20 % d'augmentation par rapport au prix proposé initialement, puisque je le rappelle, on passe de 125 000 € à 200 000 €. C'est nettement supérieur à 125 000 € ».

Mme la Maire : « Je pense qu'il y a des incompréhensions. Nous allons remettre les choses dans leur contexte. Ce sont trois immeubles dont les commerces sont fermés pour certains depuis pratiquement 30 ans ! Ce sont des immeubles qui sont en très mauvais état, notamment celui dont vous parlez, je vous invite à regarder par exemple les volets du deuxième étage... En fait, il y a eu une estimation établie par France Domaine, nous y sommes contraints. On ne peut vendre les biens que 20 % au-dessus ou en-dessous du prix estimé par les Domaines. Cela est intangible. Nous avons confié la gestion de ce dossier à l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, qui est donc l'interlocuteur des propriétaires. Ceci dit, ma porte est toujours ouverte, et ce propriétaire n'a jamais

demandé à être reçu pour que je puisse lui expliquer le contexte. En tout état de cause, l'EPF a semble-t-il repris contact avec ce propriétaire récemment. De toute façon, on ne peut lui proposer autre chose que les 20 % de majoration au-delà du prix déterminé par France Domaine, qui est de 128 000 € me semble-t-il. Je pense que France Domaine établit son estimation par rapport à l'état du bâtiment et du prix du marché à Saint-Jean-d'Angély dans ce quartier. Je ne peux rien vous dire de plus, sauf que nous souhaitons poursuivre cette requalification parce que ces trois commerces fermés depuis des années donnent une très mauvaise image du centre-ville. Il faut donc absolument faire quelque chose. Nous avons enfin réussi à trouver les financements pour réaliser cette requalification, ce qui n'a pas été une mince affaire, et nous rentrons désormais dans la phase opérationnelle. Et s'il faut en passer par une procédure de déclaration d'utilité publique, nous irons jusqu'au bout de ce projet »

M. Brisset : « Je suis tout à fait d'accord sur votre constat, il est dramatique d'avoir ce type de situation dans une ville où l'on essaye de redynamiser l'activité de centre-ville, cela donne une mauvaise image. Ce propriétaire subit une situation qui est liée à l'ancien occupant et à ses activités absolument pas recommandables, loin de là. Je pense quand même que vis-à-vis des investisseurs qui viendraient s'intéresser à Saint-Jean-d'Angély, ce serait bien qu'il n'y ait pas un conflit sur ce type de projet. Je vous rappelle que c'est un investisseur qui est venu investir à Saint-Jean-d'Angély, il n'habite pas ici, il ne peut pas venir facilement vous demander audience parce qu'il n'est pas de la région, et il n'a pas de réponse au courrier qu'il vous a envoyé. Donc je pense qu'il serait bien de lui adresser un courrier, ne serait-ce que pour l'informer de l'état d'esprit dans lequel vous pourriez être, dans lequel l'EPF peut être, dans l'esprit de chercher à trouver une solution à l'amiable, puisque c'est apparemment l'état d'esprit dans lequel tout le monde se trouve ».

Mme la Maire : « Je suis tout à fait ouverte à cette démarche. Je rappelle juste que nous ne pourrons pas aller au-delà des 20% de l'estimation des Domaines ».

M. Brisset : « Dans un premier temps, une réponse suffirait. Après, on amorce le dialogue... »

Mme la Maire : « D'accord, pas de souci, nous allons faire une réponse au propriétaire en ce sens, nous allons nous organiser avec l'EPF pour ce faire. Monsieur Brisset, l'équipe de l'EPF, puisque nous en avons parlé récemment, a pris contact avec le propriétaire il y a quelques jours ».

M. Brisset : « Oui, il y a quelques jours, mais pas au mois de février ».

Mme la Maire : « C'est-à-dire que le confinement nous a un petit peu perturbés ».

M. Brisset : « Février, c'est tout de même un peu avant le confinement quand même... Et si vous lui répondiez vous-même, il aurait sans doute plus de facilités à venir vous voir ».

Mme la Maire : « D'accord, parfait. Nous allons nous en occuper, pas de souci. Mais je voulais quand même préciser le cadre de cette opération, qui est extrêmement contraint, car on ne peut pas acheter au prix que l'on veut. Monsieur Boutillier souhaitait également prendre la parole je crois ? »

M. Boutillier : « Je vais faire beaucoup plus simple. Est-ce que vous avez une idée de la destination de ces bâtiments ? Quand on regarde bien le plan, vous allez avoir la jonction des 417, 418, 419 et 420, ce qui va faire un bloc complet à l'angle de la rue Grosse Horloge et la rue des Bancs. Est-ce que vous avez une idée de la destination finale ? »

Mme la Maire : « Monsieur Chappet ? »

M. Chappet : « Si l'on se réfère au plan qui a été présenté pour la maison Bonnet, ce sont trois

maisons qui sont accolées avec cour intérieure. L'objectif est de créer aux étages de l'habitat, soit sept logements T2 et T3, avec donc une opération de revitalisation en termes d'habitat, et au rez-de-chaussée, une superficie commerciale qui serait plus ou moins grande. Cela sera à établir en fonction du projet qui sera porté. Il est vrai qu'initialement, nous souhaitions axer le projet par rapport à du paramédical pour permettre d'avoir une activité accrue en centre-ville, avec aussi la volonté de permettre aux pharmaciens de centre-ville de pouvoir continuer à faire perdurer leur activité en cœur de ville. C'était le projet initial, mais il peut tout à fait évoluer pour faire en sorte de répondre à des attentes en termes de commerces sur Saint-Jean-d'Angély, avec la possibilité d'avoir un commerce un peu plus grand qui permettrait d'avoir, comme on le souligne, peut-être une enseigne nationale qui puisse s'y installer. Mais on connaît aussi les contraintes qui s'imposent aux chaînes de commerce au niveau national, c'est-à-dire avoir un chiffre d'affaires moyen qui soit aux alentours de 500 000 € annuels, ce qui nous a valu de voir partir des magasins de vêtements qui étaient situés dans la rue Gambetta et dans la rue Grosse Horloge ».

Mme la Maire : « Je rappelle que le projet va être porté par la SEMIS, qui est donc la société d'économie mixte d'habitat commune aux villes de Pons, Saintes et Saint-Jean-d'Angély, qui en assurera ensuite l'entretien et la gestion. C'est aussi la SEMIS qui va suivre les travaux, elle est opérateur dans cette opération. D'ailleurs l'EPF revendra à la SEMIS les immeubles une fois qu'ils auront été achetés par l'EPF. Une demande de minoration est faite auprès de l'EPF pour diminuer le coût de l'opération, d'où l'intérêt de passer par l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine. Donc effectivement, nous n'avons pas vraiment arrêté de destination parce qu'en fonction des projets, nous ferons des aménagements différents, si le commerçant demande une surface plus grande, si nous avons la possibilité de mettre une, deux ou trois activités paramédicales... Cela va vraiment dépendre de la demande dès que nous aurons lancé les travaux en fait. Est-ce qu'il a d'autres demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (25) :

- **Pour : 24**
- **Contre : 1 (M. Patrick BRISSET)**
- **Abstentions : 4 (M. Hénoc CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX, M. Ludovic BOUTILLIER, Mme Micheline JULIEN)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons à la délibération n° 12 et le parc d'activités Arcadys III avec la vente d'un terrain à la Société CHAUSSON MATERIAUX ».

N° 12 - Parc d'activités ARCADYS III - Vente d'un terrain à la Société CHAUSSON MATERIAUX

Rapporteur : Mme la Maire

Par délibération du 20 février 2020, le Conseil municipal a autorisé Mme la Maire à vendre du foncier à la Société CHAUSSON MATERIAUX pour implanter une usine de transformation de bois, ELOSBOIS sur le site d'ARCADYS III, sis Plantis Tesson 17400 SAINT-JEAN-D'ANGÉLY.

Initialement, la Ville devait vendre une assiette foncière, issue de la parcelle cadastrée section ZR n° 101, d'environ 1 078 m² pour permettre la réalisation de ce projet.

Depuis, l'entreprise CHAUSSON a revu son projet d'implantation, et le foncier communal impacté est de 1 293 m².

La parcelle communale concernée est la parcelle cadastrée section ZR n° 101 d'une superficie d'environ 58 584 m².

L'avis de France Domaine du 19 septembre 2019 (ci-joint), estime la valeur vénale de cette parcelle à 11,92 € le m².

Le montant de la vente de l'assiette foncière à la Société CHAUSSON MATERIAUX par la commune de Saint-Jean-d'Angély s'élève donc à 15 412,56 €.

Les frais de géomètre seront à la charge de l'acquéreur.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de vendre la parcelle cadastrée section ZR n° 101 pour partie, soit une superficie de 1 293 m², au profit de la Société CHAUSSON MATERIAUX ou toute autre personne physique ou morale que cette dernière se réserve le droit de désigner, au prix de 11,92 € /m² ;
- de prendre toutes dispositions en ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

La recette complémentaire correspondante sera inscrite au Budget par décision modificative ultérieure, compte 024 – cessions d'immobilisations.

Mme la Maire : « Nous avons déjà voté plusieurs délibérations à ce sujet, je crois que c'est la troisième. La Société CHAUSSON MATERIAUX, qui veut implanter une unité de logistique et de production sur le site d'ARCADYS III, a souhaité dans un premier temps être située en hauteur sur les terrains de la Ville, puis après plutôt en bas sur le terrain de la Communauté de communes. Là, elle revoit son projet à la hausse et nous demande une assiette foncière un peu plus importante, de 1 293 m², pour un montant complémentaire de 15 412,56 €. C'est plutôt une bonne nouvelle puisqu'en fait, la société veut installer un deuxième atelier de production de charpente. Je vous propose donc de vendre la parcelle cadastrée section ZR n° 101 pour partie, soit une superficie de 1 293 m², au profit de la Société CHAUSSON MATERIAUX au prix de 11,92 € /m², et de prendre toutes dispositions en ce qui concerne le suivi de ce dossier. Est-ce qu'il y a des questions ? La bonne nouvelle, c'est que ce projet n'est non seulement pas remis en cause, mais aussi conforté. Je ne vois pas de questions, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, à l'unanimité des suffrages exprimés (29) :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous continuons avec un autre dossier important pour les prochaines années qui concerne le domaine de l'offre de la santé, c'est la délibération n° 13, projet d'internat rural partagé, attribution d'une subvention ».

N° 13 - Projet d'internat rural partagé - Attribution d'une subvention

Rapporteur : Mme la Maire

A - Le contexte de la démographie médicale de Saint-Jean-d'Angély

Le territoire des Vals de Saintonge dont Saint-Jean-d'Angély connaît un problème d'installation de médecins généralistes avec une pyramide des âges défavorable. Le vieillissement des médecins généralistes a ainsi deux conséquences :

- Des perspectives de départ en retraite potentiellement supérieures aux installations nouvelles ;
- Une organisation de la Permanence Des Soins Ambulatoires (PDSA) en Vals de Saintonge bien en deçà des objectifs de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine (ARS-NA).

La charge de travail des médecins généralistes n'offre plus la possibilité aux nouveaux arrivants de disposer d'un médecin traitant. La forte activité en journée se prolongeant tardivement en début de soirée dans certains cabinets, les médecins généralistes, moins nombreux sont en difficulté pour répondre à la demande de l'ARS d'étendre les horaires de la PDSA.

Par ailleurs, le centre hospitalier de Saint-Jean-d'Angély avec 35 % de postes vacants, connaît le plus fort taux de vacances d'emplois sur l'ensemble des établissements du groupe hospitalier de Saintonge. Le nombre de praticiens ayant dépassé l'âge de 60 ans est important avec pour conséquence une projection à plus de 50 % de postes vacants en 2023 en l'absence de recrutement.

En ville comme à l'hôpital, il existe un enjeu majeur et partagé à faire découvrir les cabinets médicaux, le centre hospitalier et le territoire aux futures générations de médecins. La projection des tendances actuelles participe par ailleurs à l'impérieuse nécessité d'agir dans un délai désormais très contraint.

Situation des internes hospitaliers

L'hôpital de Saint-Jean-d'Angély accueillait dans les années 80-90 des internes dont la plupart se sont installés à Saint-Jean-d'Angély et alentours.

Puis l'hôpital a cessé d'accueillir des internes.

Depuis 2018, le centre hospitalier accueille à nouveau des internes en médecine avec 3 postes ouverts en médecine et urgence et bientôt 2 postes supplémentaires en gériatrie. A noter un poste d'interne spécialisé en Médecine physique et de réadaptation (MPR) et un poste d'interne spécialisé en Réadaptation cardiaque.

Au 1^{er} juin 2020, 4 internes ont été accueillis au Centre hospitalier de Saint Jean d'Angély. Ces stages d'internat sont très appréciés des internes car ils sont très bien accueillis et très bien pris en charge par les chefs de service.

Deux points très positifs après seulement deux semestres :

- La promotion de juin 2020 compte 3 internes, signe de l'attractivité de l'hôpital de Saint-Jean-d'Angély.
- 2 internes sur les 4 premiers accueillis ont déjà manifesté leur intérêt pour un poste de médecine polyvalente à l'hôpital de Saint-Jean-d'Angély dès l'obtention de leur plein exercice.

Situation des internes en médecine générale

Le Centre médical de la Source à Saint-Jean-d'Angély est occupé par 9 médecins généralistes dont la moitié a plus de 60 ans.

Il est actuellement submergé par les patients venus des alentours suite au départ en retraite de plusieurs médecins dans les communes avoisinantes.

Le Docteur Jedat, médecin à mi-temps au Centre médical de la Source et Chef de clinique en médecine générale à la faculté de médecine de Poitiers, assure l'accueil d'internes en médecine générale dans son cabinet et la formation des internes en médecine générale en stage d'internat en Charente-Maritime.

B – Les objectifs de l'internat rural partagé

Dans ce contexte défavorable de démographie médicale à Saint-Jean-d'Angély et plus encore dans les Vals de Saintonge, il est apparu essentiel d'accueillir des internes afin qu'ils nouent des liens avec leurs pairs, avec les habitants et le territoire et envisagent ainsi de s'y installer.

Les résultats positifs en termes d'attractivité de l'accueil des internes hospitaliers depuis 18 mois nous confortent dans cette voie.

L'internat partagé a plusieurs objectifs :

- L'accueil dans des locaux neufs et à un prix très modique pour faciliter la venue d'internes hospitaliers et libéraux.
- L'accueil des internes hospitaliers et libéraux dans un même internat permet d'éviter l'isolement et de créer une communauté de vie.
- La création d'un lieu de formation pour :
 - les internes qui doivent suivre des cours en visioconférence dans le cadre de leur cursus universitaire ;
 - la formation en présentiel de 30 à 40 internes en stage d'internat auprès des généralistes de Charente-Maritime, assurée par le Docteur Jedat.
 - la formation à la maîtrise de stage car il y a peu de médecins formés sur le territoire ;Désormais, la majorité des stages en médecine générale ne passe plus par l'hôpital mais par un stage chez le praticien généraliste.

Il convient par conséquent de faciliter les vocations de maître de stage en ville, condition préalable et nécessaire à l'accueil des futurs médecins ;

- la formation médicale continue des médecins du territoire ;
- l'animation d'un lieu de réunion pour les médecins hospitaliers et libéraux notamment dans le cadre du projet des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) porté par l'Agence Régionale de Santé.

La direction de l'hôpital, la ville de Saint-Jean-d'Angély et le Docteur Jedat ont en ce sens structuré conjointement le projet d'internat ville-hôpital pour :

- Permettre une réelle reprise démographique ;
- Mettre à la disposition des maîtres de stages et des internes, un outil au service de l'ingénierie de formation de l'université de médecine de Poitiers ;
- Réunir une même génération en ville et à l'hôpital car les promoteurs souhaitent renforcer les liens organiques ville-hôpital à travers un parcours commun entre futurs médecins.

Dans le contexte où tous les territoires s'inscrivent dans une recherche active de médecins, la qualité de la réalisation de cet internat novateur constituera un élément de choix décisif des futurs professionnels. Ainsi, ce lieu d'accueil in situ est conçu précisément dans le but de faire découvrir aux futurs professionnels les atouts du territoire des Vals de Saintonge.

C - Descriptif du projet

En face du Centre hospitalier de Saint Jean d'Angély, à 500 mètres du cœur de ville historique, à proximité d'une zone naturelle et du Centre aquatique Atlantys, l'hôpital met à disposition du projet deux maisons mitoyennes.

Cette implantation permet d'accéder aisément à tout type de services de la vie quotidienne. En outre, la proximité de la base nautique de Bernouet rend possible l'exercice d'activités sportives de plein air. Le CHU de Poitiers se situe à 1 heure porte à porte du futur internat.

Véritable maison commune, l'internat comprendra une dizaine de studios destinés à l'hébergement des internes, un lieu de vie partagé ainsi qu'un centre de formation et de conférence. De cette manière, l'internat partagé se propose d'être à la fois un lieu d'hébergement, de vie et de formation communs en territoire rural.

Sous l'égide du centre hospitalier, l'internat sera géré et animé par les représentants des internes de ville et de l'hôpital d'une part, et par des maîtres de stage hospitaliers et de ville d'autre part. Ces logements permettront, pour certains d'entre eux, d'accueillir une famille ou d'organiser une colocation souvent appréciée des jeunes professionnels non originaires du territoire.

De plus, un ou des logements pourront accueillir des professionnels paramédicaux en particulier des kinésithérapeutes ou élèves kinésithérapeutes en stage qui constituent un métier très sensible pour le centre hospitalier de Saint-Jean-d'Angély, en référence du développement de son secteur de Soins de Suite et de Réadaptation et Médecine Physique Réadaptation (SSR/MPR).

En outre, une salle de 36 m² dédiée à la formation médicale continue et à l'encadrement des maîtres de stage par l'université de Poitiers sera intégrée dans l'internat.

Enfin, sont prévus des aménagements pour offrir des extérieurs et jardins aux occupants de l'internat et ainsi renforcer la qualité de vie au sein de l'habitat.

D - L'internat s'inscrit dans la politique d'attractivité menée par la Ville

- Mise à disposition d'une maison d'habitation de la Ville de Saint-Jean-d'Angély pour les médecins hospitaliers arrivants.
- Construction d'une salle de spectacle EDEN et d'un cinéma multiplexe pour améliorer l'attractivité de la Ville.
- Mise en place d'un réseau hôpital-Ville de Saint-Jean-d'Angély et Vals de Saintonge communauté pour accompagner les praticiens dans la recherche de modes de garde, inscriptions dans les établissements scolaires, recherche d'emploi du conjoint.
- Projet d'organisation d'une journée de job dating à l'Abbaye royale de Saint-Jean-d'Angély pour faciliter la mise en relation des jeunes médecins et des médecins installés.
- Organisation par la Ville de Saint-Jean-d'Angély d'une journée d'accueil des internes en médecine avec visite de la Ville, rencontre des chefs de services et temps convivial.

E - Plan de financement

Le projet d'internat rural partagé représente un montant total de 677 000 € TTC.

Le foncier mis disposition par le centre hospitalier pour accueillir le projet représente 300 m2 et un extérieur. Il est valorisé par le centre hospitalier à hauteur de 300 000 €. Le centre hospitalier va également procéder à des transferts préalables des services jusqu'alors installées dans les locaux dédiés à l'internat, pour un montant de 100 000 €. L'aménagement des nouveaux locaux ou études afférentes au projet seront également auto financés par l'établissement à hauteur de 37 000 €.

Afin de rénover en profondeur le foncier et créer les lieux tertiaires de formation, le centre hospitalier sollicite une subvention de 480 000 €, répartie de la façon suivante :

- Etat : 290 000 €
- Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine : 110 000 €
- Conseil Départemental de la Charente-Maritime : 70 000 €
- Ville de Saint-Jean-d'Angély : 10 000 €

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DÉPENSES

OPERATIONS	Montant HT	Montant TTC
TRAVAUX D'AMENAGEMENT		
Lot 1 Gros œuvre – maçonnerie	74 045 €	88 854 €
Lot 2 Menuiserie – Charpente	61 515 €	73 818 €
Lot 3 Couverture	16 636 €	19 963 €
Lot 4 Cloisons sèches	31 073 €	37 288 €
Lot 5 Electricité	40 475 €	48 570 €

Lot 6 Plomberie – Chauffage	75 600 €	90 720 €
Lot 7 Carrelage	11 760 €	14 112 €
Lot 8 Peinture	41 430 €	49 716 €
Lot 9 Structure métallique	24 892 €	29 870 €
Lot 10 Aménagements extérieurs	8 000 €	9 600 €
TRAVAUX PREALABLES		
Transfert préalable des services	83 333 €	100 000 €
PRESTATIONS INTELLECTUELLES		
Honoraires architecte 8 %	30 834 €	37 000 €
Honoraires SPS 1,8 %	6 865 €	8 238 €
Honoraires CT 2 %	7 708 €	9 250 €
TOTAL OPERATION TRAVAUX	514 166 €	617 000 €
EQUIPEMENTS DES LOCAUX	50 000 €	60 000 €
TOTAL DEPENSES	564 166 €	677 000 €

RECETTES

Contributeurs	Montant HT	Montant TTC	% Répartition
AUTOFINANCEMENT (Centre hospitalier)			
Apport foncier		300 000 €	
Aménagement des locaux/Etudes	30 833 €	37 000 €	
Transfert préalable des services	83 333 €	100 000 €	
Equipement des locaux	50 000 €	60 000 €	
TOTAL AUTOFINANCEMENT	164 166 €	197 000 €	29,10 %
SUBVENTIONS			
Etat		290 000 €	42,80 %
Conseil Régional de la Nouvelle Aquitaine		110 000 €	16,20 %
Conseil Départemental de la Charente-Maritime		70 000 €	10,30 %
Ville de Saint-Jean-d'Angély		10 000 €	1,50 %
TOTAL SUBVENTIONS		480 000 €	70,90 %
TOTAL RECETTES		677 000 €	100,00 %

F - Calendrier prévisionnel du projet

Août 2020 : Dépôt du permis de construire

Janvier 2021 : Début des travaux

Novembre 2021 : Ouverture de l'internat

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la participation de la Ville de Saint Jean d'Angély à la construction de l'internat rural partagé par le versement d'une subvention d'investissement de 10 000 €, sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées,

- d'autoriser Mme la Maire à signer tout document afférent.

Les crédits correspondants sont inscrits par décision modificative ce jour, compte 204172-01.

Mme la Maire : « Je vous rappelle le contexte de la démographie médicale à Saint-Jean-d'Angély. Côté hôpital, il y a 35 % de postes vacants, ce qui n'est pas sans poser de problèmes. Et côté ville, nous avons des médecins à Saint-Jean-d'Angély, puisqu'il y a au centre médical de la Source 9 généralistes. Mais d'une part, les médecins qui exerçaient aux alentours de Saint-Jean-d'Angély ont pris leur retraite et n'ont pas été remplacés, donc les populations de ces communes voisines affluent maintenant sur notre ville, et d'autre part, l'âge moyen de nos médecins est relativement élevé et ils vont être amenés à partir en retraite dans les prochaines années. Le nombre de médecins de notre ville risque donc de diminuer, et nous arrivons au paradoxe suivant qui est, compte tenu de l'afflux des habitants des communes avoisinantes, que les gens qui arrivent sur Saint-Jean-d'Angély ne trouvent plus de médecin traitant. C'est donc là une vraie difficulté. Dans les années 80 et 90, l'hôpital de Saint-Jean-d'Angély accueillait des internes hospitaliers, les docteurs Martin, Jourdain, Laugard par exemple étaient des internes qui se sont ensuite installés à Saint-Jean-d'Angély. Et puis, je ne sais pour quelles raisons, l'hôpital a arrêté d'accueillir des internes, ce qui est bien dommage parce que si nous avons continué, je pense que nous aurions eu moins de difficultés démographiques. Donc il y a à peu près 18 mois, avec le directeur du Centre hospitalier, monsieur Leburgue, que je salue parce que je vous assure qu'il met dans cet hôpital une énergie vraiment impressionnante, nous avons décidé de solliciter les médecins hospitaliers pour qu'ils demandent des agréments pour accueillir à nouveau des internes. Depuis 18 mois, l'hôpital a accueilli quatre internes, et sur ces quatre internes, deux ont fait savoir qu'ils souhaitaient prendre un poste de médecin polyvalent au centre hospitalier de Saint-Jean-d'Angély. Je peux vous dire que cela met de l'énergie et du baume au cœur aux chefs de services de voir cet enthousiasme. Sur le semestre qui vient de commencer, nos trois postes d'internes sont pourvus. Les internes viennent tous de la faculté de médecine de Poitiers. Ce sont des internes en médecine générale qui ont apprécié la qualité de l'enseignement par les chefs de services, le rôle et les responsabilités qu'on leur donnait, ainsi que la proximité et le compagnonnage. Deux autres postes d'internes doivent être créés aux urgences. Un poste d'interne de spécialité vient également d'être accepté pour la réadaptation cardio, un autre en médecine physique et de réadaptation, et quand le nouveau système de radiologie sera mis en place au mois de septembre, nous demanderons un agrément pour un poste d'interne en radiologie. Cela fera donc à peu près sept postes d'internes hospitaliers. Pour améliorer et faciliter encore plus leur accueil, nous souhaitons remettre en place un internat tout équipé avec une salle de formation qui permette à la fois aux internes de suivre les cours par visio avec la faculté de médecine, mais aussi d'avoir les formations qui leur sont délivrées sur place. Parallèlement à cette démarche d'accueil des internes à l'hôpital, nous avons été sollicités par le docteur Jedat, qui est un jeune généraliste qui s'est installé il y a peu de temps au centre médical de la Source et qui se trouve être également chef de clinique à la faculté de médecine de Poitiers en médecine générale. Il assure en fait la formation des internes en médecine générale auprès des généralistes de Charente-Maritime. Chaque semestre, à peu près trente à quarante internes suivent leur stage auprès de généralistes, et le docteur Jedat nous a indiqué qu'il serait bien que l'on puisse aussi accueillir ces internes, pouvoir les loger. Nous nous sommes dit que ce ne serait pas une mauvaise idée de pouvoir avoir une communauté d'internes et de mélanger hospitaliers et libéraux. Cela créerait une dynamique de groupe, et puis s'ils sont amenés, les uns à travailler en ville, les autres à l'hôpital, ils se connaîtront et les liens seront renforcés. Nous avons donc trouvé que cela était une bonne idée. D'autre part, nous avons, vous le savez, un grand centre de réadaptation, nous avons besoin de kinés, et nous envisageons donc également de pouvoir accueillir des étudiants en kiné qui feront leurs stages en rééducation. Pour ce faire, monsieur Leburgue a proposé de mettre à disposition des bâtiments situés à côté de l'ancien internat, où logent actuellement la direction financière et la

direction technique, de l'autre côté de la rue port, en face du futur pôle de réadaptation. Cela va permettre de construire, puisqu'une extension est prévue pour à peu près huit logements, plus une salle de formation de 35 m², plus une cave dans laquelle ils pourront passer des loisirs, plus une terrasse qui leur permettra de prendre le café. Nous avons déposé les dossiers de subventions. Ce projet est porté par l'hôpital. Evidemment, les locations seront modiques, et pourront même être gratuites pour les internes qui accepteront de participer à la permanence des soins, aux gardes en ville en fait. Nous avons déposé des dossiers de subventions auprès de l'Etat qui nous a réservé un accueil très favorable. Nous avons reçu ce même accueil très favorable au niveau du Département et au niveau de la Région qui, à titre symbolique, a demandé une subvention de 10 000 € à la ville de Saint-Jean-d'Angély, ce qui est l'objet de cette délibération. Il est prévu 677 000 € de dépenses en travaux pour ce projet, mais je crois que c'est un investissement pour l'avenir qui nous permettra, je l'espère mais j'en suis sûre puisque je vois déjà les premiers résultats, d'avoir de nouveaux médecins à la fois en ville et à l'hôpital. Voilà l'objet de cette délibération. Je vous propose donc de voter une subvention de 10 000 € pour soutenir ce projet d'internat partagé dans la mesure où il va être sur la commune de Saint-Jean-d'Angély. Y-a-t-il des questions par rapport à ce projet ? Madame Michel, voulez-vous intervenir ? »

Mme Michel : « Bonsoir à tous. C'est un projet effectivement très important qui, nous l'espérons, nous évitera de chercher comme actuellement des remplaçants pour les médecins généralistes, mais aussi pour les médecins hospitaliers, puisqu'il y a beaucoup de tensions sur les remplaçants actuellement, depuis quelques années en fait, mais cela ne fait que croître et embellir. La grande satisfaction est effectivement d'avoir accueilli des jeunes depuis un an et de voir que partager le travail avec les seniors au sein des services et auprès des généralistes les séduit. Ils ont besoin d'être accompagnés, d'être rassurés. Ce n'est pas pour rien que l'on parle de communauté hospitalière, de communauté médicale, un médecin ne peut pas travailler tout seul, il faut des échanges intellectuels réguliers, et c'est ce qu'il est possible de faire dans ce type de dispositif ».

Mme la Maire : « Je rappelle le calendrier. Le permis de construire sera déposé en août, les travaux débuteront en juillet 2021 et l'internat ouvrira en novembre 2021, qui correspond à l'ouverture d'un semestre. S'il n'y a pas d'autre intervention, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée et je vous en remercie parce que c'est vraiment un dossier extrêmement important pour la ville de Saint-Jean-d'Angély, mais aussi pour les habitants des Vals de Saintonge ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. HenoCh CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons maintenant à la deuxième partie de ce Conseil avec les dossiers thématiques et la délibération n° 14, musée des Cordeliers, programme d'acquisition, demande de subventions. Je donne la parole à monsieur Chappet ».

N° 14 - Musée des Cordeliers - Programme d'acquisition - Demande de subventions

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Le musée des Cordeliers poursuit l'enrichissement de son fonds exceptionnel, suivant les deux thématiques qui forment son identité : d'une part l'histoire de la ville et la mémoire du territoire dans lequel elle s'inscrit, et d'autre part, les Expéditions Citroën en Afrique et en Asie.

Pour le premier semestre de l'année 2020, il est proposé d'intégrer à ses collections :

- Un ensemble de produits dérivés et publicitaires liés à l'entreprise Citroën. Il comprend, entre autres, un catalogue publicitaire présentant les carrosseries des voitures 10 HP, une notice de conduite et d'entretien des tracteurs-porteurs Citroën-Kégresse, un bulletin Citroën numéro spécial consacré à l'exposition des Expéditions Citroën Centre-Asie et Centre-Afrique édité en décembre 1932, la biographie « La tragédie d'André Citroën » de Sylvain Reiner, un ouvrage présentant l'usine du Quai de Javel de 1919 à 1973 et 14 livres valorisant l'univers d'André Citroën (autos, biographies et expéditions).

Le budget nécessaire à cette acquisition, d'un montant total de 570,40 €, est inscrit au Budget 2020, compte 2161-3220-0595.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme d'acquisitions du premier semestre 2020 ci-dessus pour un montant de 570,40 €,
- de solliciter l'aide financière de l'État (services déconcentrés de la DRAC Nouvelle-Aquitaine) et du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine dans le cadre du FRAM, aux taux les plus élevés possible,
- d'autoriser Mme la Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

M. Chappet : « Le musée des Cordeliers poursuit l'enrichissement du fonds muséal. Nous avons cette fois-ci remporté des enchères comportant un ensemble de produits dérivés et publicitaires liés à l'entreprise Citroën et aux Croisières. Le montant total de l'acquisition s'élève à 570,40 €. Nous sollicitons comme nous en avons l'habitude l'Etat, à travers la DRAC et la Région, qui nous accompagne dans le cadre du Fonds régional d'acquisitions muséales, aux taux les plus élevés possible, ce qui est en général à hauteur de 50 %. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le programme d'acquisitions du premier semestre 2020 ci-dessus pour un montant de 570,40 €, de solliciter l'aide financière de l'État et du Conseil régional dans le cadre du FRAM, et d'autoriser Madame la Maire à signer tout document afférent à ce dossier. Je vous informe que nous aurons une nouvelle délibération lors du prochain Conseil parce que la Ville vient de faire l'acquisition de photographies en marge de la Croisière jaune, qui sont de toute beauté ».

Mme la Maire : « Il y a des questions ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à **l'unanimité des suffrages exprimés (29)** :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 15 concerne également le musée des Cordeliers, programmation inédite spectacle vivant 2020. Je lis la première phrase avant de laisser la parole à monsieur Chappet, «Ceux qui ont perdu la faculté de rêver sont perdus », proverbe aborigène ».

N° 15 - Musée des Cordeliers - Programmation inédite spectacle vivant 2020

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

« Ceux qui ont perdu la faculté de rêver sont perdus » - Proverbe aborigène.

Au regard de l'annulation de la Nuit européenne des musées programmée le 16 mai pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, et souhaitant enrichir sa programmation d'animations estivales pour relancer sa fréquentation, le musée des Cordeliers propose l'organisation d'une « Nuit de(s) rêves » le 7 août prochain.

Sébastien Laurier, écrivain, comédien et plasticien ayant participé au programme d'éducation artistique et culturelle « Graines d'artistes 2019/2020 », est à l'origine du projet. Avec sa Compagnie l'Espèce Fabulatrice, il propose d'aller à la rencontre des rêves des autres, de les partager et de les faire circuler pour (re)construire une société de rêveurs.

Accompagnés par l'artiste, par une comédienne, un musicien, un chorégraphe et des spécialistes du rêve, les spectateurs seront invités à faire de leurs songes une réalité en les matérialisant par des mots, des écrits, des gestes, des dessins, et en confiant leur interprétation à leurs sens artistiques. Le temps d'une nuit insolite mêlant lectures, musiques, débats et ateliers, le public vivra une expérience artistique, immersive et participative pour prendre soin de ses rêves. Il dormira ensuite réellement sur place. La nuit se terminera au petit matin autour d'un petit-déjeuner commun.

Pour respecter les règles sanitaires actuelles, une jauge de 75 personnes sera respectée et la distanciation permise par la création de petits groupes évoluant dans différents espaces du musée, en intérieur et extérieur.

Le budget nécessaire à la création de cette communauté éphémère de rêveurs, d'un montant prévisionnel de 3 000 €, est inscrit au budget 2020, comptes 6228-3220, 6251-3220 et 6257-3220.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la réalisation de cette « Nuit de(s) rêves au musée » pour un montant de 3 000 € ;
- d'autoriser Mme la Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

M. Chappet : « Le spectacle qui est proposé a subi la conjonction de l'annulation de la « Nuit des musées » qui était prévue dans le courant du mois de mai, comme nous en avons l'habitude, et de la venue de Sébastien Laurier, artiste qui avait été retenu dans le cadre du dispositif éducatif « Graines d'artistes 2019/2020 ». Une proposition a été faite au musée, et nous l'avons acceptée avec plaisir, puisque le thème traité par « Graines d'artistes » était « Autour du rêve ». Cette proposition de Sébastien Laurier et sa compagnie est d'avoir un évènement qui aura lieu le 7 août prochain au

musée et aux alentours de celui-ci. Nous serons accompagnés par l'artiste, une comédienne, un musicien, un chorégraphe et des spécialistes du rêve. Les spectateurs, qui seront limités à 75 personnes, seront invités à faire de leurs songes une réalité en les matérialisant par des mots, des écrits, des gestes, des dessins, et en confiant leur interprétation à leurs sens artistiques. C'est une belle nuit qui se profile entre le 7 et le 8 août prochains. Cela débutera à 19h00 et finira à 9h00 le matin. Pour cette manifestation, qui respectera bien entendu la distanciation nécessaire, le budget est d'un montant prévisionnel de 3 000 €, inscrits au budget 2020. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la réalisation de cette « Nuit de(s) rêves au musée » pour un montant de 3 000 € et d'autoriser Madame la Maire à signer tout document afférent à ce dossier. Cette manifestation figure dans le document qui vous a été remis en ce qui concerne l'agenda des activités de l'été ».

Mme la Maire : « Y-a-t-il des questions ? Je vous propose de participer à cette « Nuit de(s) rêves au musée » en adoptant cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à l'unanimité des suffrages exprimés (29) :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons à la délibération n° 16 concernant la Fédération européenne des Sites clunisiens, désignation d'un représentant et d'un suppléant de la Ville ».

N° 16 - Fédération européenne des Sites clunisiens – Désignation d'un représentant et d'un suppléant de la Ville

Rapporteur : M. Cyril CHAPPET

Par délibération du 22 mai 2015, le Conseil municipal a approuvé la demande d'adhésion de la Ville de Saint-Jean-d'Angély à la Fédération européenne des sites clunisiens, et a ainsi rejoint le collège des collectivités territoriales.

Ainsi que le stipule l'article 11 des statuts et règlement intérieur de la Fédération européenne des sites clunisiens (ci-annexés), *chaque collectivité territoriale désigne un représentant disposant d'une voix délibérative. Elle désigne également un suppléant.*

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de nommer M. Cyril CHAPPET, Premier Adjoint, délégué à la Culture, au patrimoine et au cœur de ville, représentant de la collectivité disposant d'une voix délibérative ;
- de nommer Mme Anne DELAUNAY, conseillère municipale déléguée à la politique touristique et aux jumelages, suppléante ;
- le cas échéant, d'autoriser M. CHAPPET et Mme DELAUNAY à signer tout document afférent à ces nominations.

M. Chappet : « Depuis 2015, la ville de Saint-Jean-d'Angély est adhérente à la Fédération européenne des sites clunisiens. Les statuts stipulent que chaque collectivité territoriale désigne un représentant disposant d'une voix délibérative. Elle désigne également un suppléant. Nous reconduisons la personne qui était membre titulaire, en l'occurrence moi-même, premier Adjoint, délégué à la Culture, au patrimoine et au cœur de ville pour représenter la collectivité avec une voix délibérative, et proposons de nommer madame Delaunay, conseillère municipale déléguée à la politique touristique et aux jumelages, comme membre suppléant. Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser, le cas échéant, d'autoriser monsieur Chappet et madame Delaunay à signer tout document afférent à ces nominations. Je voudrais juste indiquer que la Fédération européenne des sites clunisiens est en démarche de reconnaissance UNESCO. Si cette démarche aboutit, nous aurons l'opportunité de bénéficier de deux labellisations UNESCO à Saint-Jean-d'Angély, les Chemins de Saint-Jacques de Compostelle et donc, nous l'espérons, les sites clunisiens ».

Mme la Maire : « Merci. Il y a des questions ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (25) :

- **Pour : 25**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 4 (M. HénocH CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX, M. Ludovic BOUTILLIER, Mme Micheline JULIEN)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons à la délibération n° 17 relative à la SAUR, rapport annuel sur le fonctionnement du service public de l'assainissement collectif pour l'année 2019. Je donne la parole à monsieur Moutarde ».

**N° 17 - SAUR - Rapport annuel sur le fonctionnement
du service public de l'assainissement collectif
(concession, prix et qualité) - Année 2019**

Rapporteur : M. Jean MOUTARDE

La loi BARNIER n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a rendu obligatoire la présentation au Conseil municipal du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif, destiné notamment à l'information des usagers, et ceci quel que soit le mode de gestion.

Ces dispositions intégrées dans le Code général des collectivités territoriales (art. L 2224-5 et D 2224-1) ont été précisées par le décret n° 2015-1827 et par la loi n° 2016-1087 du 8 Août 2016.

Toujours dans l'esprit de transparence souhaité par la loi de 1995, le décret n° 2015-1827 suivi par la loi n° 2016-1087 ont modernisé ces rapports afin d'améliorer l'accès à l'information des usagers et faire progresser la qualité des services d'eau et d'assainissement.

Ce rapport annuel sur le prix et la qualité du service public doit être présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné comme décrit à l'article D2224-1 du CGCT.

Par ailleurs, pour les contrats de délégation de service public, la loi prévoit que le compte-rendu technique et financier d'une année (art L1411-3 du CGCT) doit être remis à la collectivité dans le respect des clauses du contrat de concession et présenté à l'assemblée délibérante. Ce document est annexé à la présente (Annexe n° 1 jointe à part).

Il convient de noter que lorsque ce mode de gestion existe, ce qui est le cas pour notre ville, les informations à communiquer par Mme la Maire en application des lois et décret sus visés, diffèrent de celles que doit fournir le délégataire au Maire.

Ces informations sont certes quant au fond identiques, mais le rapport de Mme la Maire tel que présenté aujourd'hui, ne doit pas être un rapport technique et exhaustif tel qu'il s'impose à l'organisme de gestion déléguée, la SAUR (Société d'Aménagement Urbain et Rural) en l'occurrence.

Par ailleurs, et conformément à l'article L2224-5 du CGCT, la note établie chaque année par l'agence de l'eau sur les redevances figurant sur les factures des abonnés devrait être jointe au rapport sur le prix et la qualité du service. A ce jour, celle-ci n'est pas disponible sur le site de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Le rapport sur le service public de l'assainissement collectif pour l'année 2019 et l'avis seront mis à disposition du public pendant au moins un mois dans les quinze jours suivant son adoption en Conseil municipal.

* *

Service de l'Assainissement collectif

Préambule

Le service public d'assainissement collectif est intégralement délégué à la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR). Celui-ci consiste en la collecte et le traitement des eaux usées avec l'exploitation de la station d'épuration.

Suite à la consultation engagée en 2017 ce service public a été confié à la SAUR par contrat de concession le 1^{er} octobre 2017, pour une durée de 11 ans et 3 mois.

I - Indicateurs descriptifs des services :

La station d'épuration dite « de Moulinveau », implantée sur la commune de La Vergne, d'une capacité de 18000 équivalent/habitant (eq/h), a été mise en service en octobre 1997 et traite à ce jour l'ensemble des effluents.

Volume d'eau épurée : 401 689 mètres cubes (343 221 mètres cubes en 2018)

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration : 240,79 tonnes de matières sèches (188 T en 2018)

Postes de relevage : 41 unités

II - Indicateurs de performance

Linéaire de réseau de collecte des eaux usées hors branchement situé à l'amont des stations d'épuration : 66 085 mètres

Tonnes de matières sèches totales de boues évacuées : 196,26 tonnes MS (162,22 en 2018)

Nombre de branchements raccordés : 4 214 unités

Volume facturé : 441 459 mètres cubes (443 633 mètres cubes en 2018)

Interventions préventives (curage) : 7, 564 Km

III - Indicateurs financiers

La facture ci-jointe (Annexe n° 2) représente la facture de la collecte et du traitement des eaux usées, établie sur la base des tarifs de l'année 2019 d'un client ayant consommé dans l'année 120 mètres cubes, soit 2,07 € TTC le mètre cube redevance comprise.

* ** *

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte :

- du rapport annuel de concession ;
- du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement et de formuler un avis quant à sa teneur.

M. Moutarde : « La loi Barnier du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a rendu obligatoire la présentation au Conseil municipal du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif, destiné notamment à l'information des usagers, et ceci quel que soit le mode de gestion. Ce rapport annuel sur le prix et la qualité du service public doit être présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Par ailleurs, pour les contrats de délégation de service public, la loi prévoit que le compte-rendu technique et financier d'une année doit être remis à la collectivité dans le respect des clauses du contrat de concession et présenté à l'assemblée délibérante. Ce document est annexé à la présente. Il convient de noter que lorsque ce mode de gestion existe, ce qui est le cas pour notre ville, les informations à communiquer par Madame la Maire, en application des lois et décret sus visés, diffèrent de celles que doit fournir le délégataire au Maire. Conformément à l'article L2224-5 du CGCT, la note établie chaque année par l'agence de l'eau sur les redevances figurant sur les factures des abonnés devrait être jointe au rapport sur le prix et la qualité du service. A ce jour, celle-ci n'est pas disponible sur le site de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Le rapport sur le service public de l'assainissement collectif pour l'année 2019 et l'avis seront mis à disposition du public pendant au moins un mois dans les quinze jours suivant son adoption en Conseil municipal. Je vous donne quelques indicateurs :

- Indicateurs descriptifs des services :

La station d'épuration dite « de Moulinveau », implantée sur la commune de La Vergne, d'une capacité de 18000 équivalent/habitant (eq/h), a été mise en service en octobre 1997. Le volume d'eau épurée est de 401 689 mètres cubes, contre 343 221 mètres cubes en 2018. La quantité de boues issues des ouvrages d'épuration est de 240,79 tonnes de matières sèches, contre 188 tonnes en 2018. Enfin, pour les postes de relevage, il y a : 41 unités.

- Indicateurs de performance

Le linéaire de réseau de collecte des eaux usées hors branchement situé à l'amont des stations d'épuration est de 66, 085 Km.

Tonnes de matières sèches totales de boues évacuées : 196,26 tonnes contre 162,22 tonnes en 2018.

Le nombre de branchements raccordés est de 4 214 unités. Le volume facturé est de 441 459 mètres cubes, contre 443 633 mètres cubes en 2018. Enfin, les interventions de curage préventives concernent 7, 564 Km.

- Indicateurs financiers

La facture ci-jointe représente la facture de la collecte et du traitement des eaux usées établie sur la base des tarifs de l'année 2019 d'un client ayant consommé dans l'année 120 mètres cubes, soit 2,07 € TTC le mètre cube, redevance comprise.

Il est donc demandé au Conseil municipal de prendre acte du rapport annuel de concession, du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement et de formuler un avis quant à sa teneur ».

Mme la Maire : « Y-a-t-il des questions concernant ce rapport ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, **à l'unanimité des suffrages exprimés (29) :**

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 18 concerne une vente de matériel de voirie, achat/vente d'une balayeuse ».

N° 18 - Vente de matériel de voirie - Achat/vente d'une balayeuse

Rapporteur : M. Jean MOUTARDE

Compte tenu du programme de renouvellement de son parc roulant, la Ville de Saint-Jean-d'Angély a lancé une consultation pour l'acquisition d'une nouvelle balayeuse aspiratrice de voirie, avec permis B, incluant l'obligation pour les candidats de présenter une offre de reprise du matériel remplacé, à savoir :

- la balayeuse aspiratrice de marque SCARAB-MAJOR 5001 sur porteur RENAULT MIDLUM 220 DXI immatriculée BY 419 ZB (comptant 45 450 km et 8 194 heures).

A l'issue de la consultation, il a été décidé de retenir l'offre de la Société MATHIEU Fayat Group dont le siège social est à TOUL (54202) pour l'acquisition d'une balayeuse de type MC 210 TIER 4 au montant de 114 080,40 € TTC, ainsi que la reprise de l'ancien véhicule pour 32 000 €.

Il est proposé au Conseil municipal de vendre à la société MATHIEU Fayat Group, l'ancienne balayeuse aspiratrice immatriculée BY 419 ZB au prix proposé de 32 000 €.

M. Moutarde : « Compte tenu du programme de renouvellement de son parc roulant, la ville de Saint-Jean-d'Angély a lancé une consultation pour l'acquisition d'une nouvelle balayeuse aspiratrice de voirie, avec permis B, incluant l'obligation pour les candidats de présenter une offre de reprise du

matériel remplacé, à savoir la balayeuse aspiratrice de marque SCARAB-MAJOR 5001 sur porteur RENAULT MIDLUM 220 DXI immatriculée BY 419 ZB. A l'issue de la consultation, il a été décidé de retenir l'offre de la société MATHIEU Fayat Group, dont le siège social est à Toul, pour l'acquisition d'une balayeuse de type MC 210 TIER 4 au montant de 114 080,40 € TTC, ainsi que la reprise de l'ancien véhicule pour 32 000 €. Il est proposé au Conseil municipal de vendre à la société MATHIEU Fayat Group l'ancienne balayeuse aspiratrice immatriculée BY 419 ZB au prix proposé de 32 000 € ».

Mme la Maire : « Y-a-t-il des questions ? Oui Monsieur Boutillier ? »

M. Boutillier : « Même question que celle que j'ai posée en commission, je suis étonné que l'on ait racheté une balayeuse au gas-oil. Nous sommes dans la transition énergétique, le programme de la Région communique largement dessus, et nous avons quand même le choix d'acquérir une balayeuse soit électrique, soit au GNV, qui permettait de ne pas acheter une balayeuse au diesel ».

M. Moutarde : « En commission technique, vous nous avez effectivement posé cette question. Je crois que sur le moment, vous n'avez peut-être pas bien compris. Vous parliez d'une petite balayeuse, or il s'agit là d'une moyenne balayeuse, c'est-à-dire un véhicule relativement conséquent, et je pense que pour l'instant sur le marché, il faut encore attendre pour avoir des balayeuses électriques performantes ».

Mme la Maire : « Effectivement, tous les véhicules que nous achetons sont maintenant électriques pour tout ce qui concerne les petits véhicules. Là en l'occurrence, nous nous sommes renseignés, cela n'existe pas sur le marché. Ce type de matériel demande beaucoup de puissance manifestement, et il n'y a pas de grosse balayeuse de cette taille qui soit électrique pour le moment ».

M. Boutillier : « Ma petite expérience fait que j'ai déjà vu des balayeuses du type de ce que nous avons aujourd'hui en ville soit à l'électrique, soit au GNV. Il y en a déjà, et cela fait un petit moment... »

Mme la Maire : « Je crois que nous avons un directeur des services techniques très compétent, très curieux et très ouvert, et lui, à ce jour, n'a pas connaissance de ce type de matériel en électrique. Donc pour le moment, nous restons sur ce modèle-là. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à l'unanimité des suffrages exprimés (29) :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 19 concerne la mise à disposition de tablettes numériques aux membres du Conseil municipal, convention de mise à disposition du matériel ».

**N° 19 - Mise à disposition de tablettes numériques
aux membres du Conseil municipal -
Convention de mise à disposition du matériel**

Rapporteur : Mme la Maire

Vu la délibération du Conseil municipal du 28 mai 2020 approuvant le principe de mise à disposition de tablettes numériques aux membres du Conseil municipal,

Considérant que cette mise à disposition de matériel doit être assortie d'une convention,

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition jointe en annexe ;

d'autoriser Mme la Maire à signer les conventions de mise à disposition ainsi que tout document afférent.

Mme la Maire : « Je l'avais indiqué lors du premier Conseil municipal d'installation, compte tenu maintenant de la dématérialisation obligatoire imposée, nous mettons à disposition de tous les conseillers municipaux des tablettes avec un abonnement téléphonique. Nous avons demandé, ainsi que je m'y étais engagée, s'il y avait des élus qui ne souhaitaient pas de tablette. Comme il s'agit de matériel qui appartient à la Ville, il convenait de faire une convention de mise à disposition de ces tablettes à chaque élu et formaliser son engagement de rendre la tablette à l'issue du mandat. Vous avez ce document en annexe. Est-ce qu'il y a des questions par rapport à cette convention ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, à **l'unanimité des suffrages exprimés (29)** :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 20 porte sur le remboursement de frais de mise en fourrière d'un véhicule. Je donne la parole à madame Jauneau ».

N° 20 - Remboursement de frais de mise en fourrière d'un véhicule

Rapporteur : Mme Marylène JAUNEAU

Pendant la période de confinement imposée pour lutter contre la propagation du virus covid-19, la foire mensuelle a été suspendue à partir du mois de mars. Le support d'information de la Ville diffusé pendant cette période annonçait que la foire mensuelle reprendrait début juin. Or la reprise de la foire mensuelle est intervenue dès la première semaine de déconfinement, samedi 16 mai 2020.

Le matin-même, le véhicule de Mme Sylvia ROUSSEAU a été verbalisé et mis en fourrière parce qu'il était stationné à l'emplacement de la foire, Place de l'Hôtel de Ville.

Par courrier reçu en mairie le 22 mai, Mme ROUSSEAU a contesté cette infraction et demandé le remboursement des frais de mise en fourrière au motif que la reprise de la foire mensuelle ne correspondait pas avec la date publiée aux Angériens, et qu'elle pensait être dans son bon droit en stationnant son véhicule Place de l'Hôtel de Ville ce jour-là.

Madame la Maire a accédé à la demande d'indulgence de Mme ROUSSEAU.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le remboursement à Mme Sylvia ROUSSEAU des frais de mise en fourrière de son véhicule le 16 mai 2020, d'un montant de 120,18 € acquittés le 16 mai 2020 auprès de la SEGAB 17350 Saint-Savinien.

Les crédits sont inscrits par décision modificative ce jour, compte 678-0200, charges exceptionnelles.

Mme Jauneau : « Pendant la période de confinement imposée pour lutter contre la propagation du virus covid-19, la foire mensuelle a été suspendue à partir du mois de mars. Le support d'information de la Ville diffusé pendant cette période annonçait que la foire mensuelle reprendrait début juin. Or la reprise de la foire mensuelle est intervenue dès la première semaine de déconfinement, le samedi 16 mai 2020. Le matin-même, le véhicule de madame Sylvia Rousseau a été verbalisé et mis en fourrière parce qu'il était stationné à l'emplacement de la foire, place de l'Hôtel de Ville. Par courrier reçu en mairie le 22 mai, madame Rousseau a contesté cette infraction et demandé le remboursement des frais de mise en fourrière au motif que la reprise de la foire mensuelle ne correspondait pas avec la date publiée aux Angériens, et qu'elle pensait être dans son bon droit en stationnant son véhicule place de l'Hôtel de Ville ce jour-là. Madame la Maire a accédé à la demande d'indulgence de madame Rousseau. En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser le remboursement à madame Sylvia Rousseau des frais de mise en fourrière de son véhicule le 16 mai 2020, d'un montant de 120,18 € acquittés le 16 mai 2020 auprès de la SEGAB 17350 Saint-Savinien. Les crédits sont inscrits par décision modificative ce jour, compte 678-0200, charges exceptionnelles ».

Mme la Maire : « Merci. Y-a-t-il des demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, à l'unanimité des suffrages exprimés (29) :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 21 concerne une modification du tableau des effectifs, personnel permanent. Je passe la parole à madame Debarge ».

N° 21 - Modification du tableau des effectifs - Personnel permanent

Rapporteur : Mme Myriam DEBARGE

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris lorsqu'il s'agit de permettre des avancements de grade ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 20 février 2020 portant mise à jour du tableau des effectifs permanents et non permanents de la commune ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs permanents ;

Considérant la nécessité de rappeler le tableau des effectifs permanents et non permanents ;

Vu l'avis du Comité Technique, en sa séance du 18 juin 2020 ;

Il est proposé au Conseil municipal de modifier le tableau des effectifs, correspondant aux situations suivantes et d'adopter le tableau des emplois en annexe :

1°) École de musique / Création d'un poste d'enseignement artistique supplémentaire

Le professeur de piano actuellement en poste va prendre en charge la future chorale de l'école, à compter du 1^{er} septembre 2020 et à ce titre, libère 5 heures de cours de piano.

Afin de le remplacer, il convient de créer l'emploi permanent d'Assistant d'enseignement artistique de 2^{ème} classe, à 05/20^{ème} afin de le pourvoir par du personnel titulaire ou contractuel, conformément à l'article 3-3, alinéa 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, le cas échéant, cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel recruté par contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans renouvelable par reconduction expresse.

L'agent devra justifier d'une formation universitaire et d'une expérience professionnelle en lien avec la filière artistique. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

2°) Pôle des Services Techniques / Création d'un poste de Technicien territorial rattaché au Directeur des Services Techniques

Afin de permettre le renforcement de l'équipe technico-administrative du pôle des Services Techniques, il est nécessaire de créer un poste de Technicien territorial à temps plein dont les missions principales seront les suivantes :

- réaliser et/ou piloter l'ensemble des études techniques liées à un projet d'infrastructure ou immobilier ;
- coordonner et gérer l'exécution de chantiers de travaux neufs ou d'entretien ;
- assurer la responsabilité technique, administrative et budgétaire d'un ou de plusieurs chantiers.

Le besoin s'avérant permanent, il convient de créer l'emploi permanent correspondant au tableau des effectifs afin de le pourvoir par du personnel titulaire ou contractuel, conformément à l'article 3-3, alinéa 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, le cas échéant, cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel recruté par contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans renouvelable par reconduction expresse.

L'agent devra justifier d'une formation universitaire ou d'une expérience professionnelle en lien avec la filière technique. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Il est nécessaire de créer plusieurs postes sans connaître le grade du candidat qui sera retenu, afin de ne pas bloquer le recrutement.

Une fois l'agent recruté, les postes non pourvus et créés lors de cette séance feront l'objet d'une suppression.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de créer, à compter du 1^{er} septembre 2020, un poste de :
 - o Technicien territorial, à 35/35^{ème},
 - o Technicien principal de 2^{ème} classe, à 35/35^{ème},
 - o Technicien principal de 1^{ère} classe, à 35/35^{ème} ;
 - o Assistant d'enseignement artistique de 2^{ème} classe, à 05/20^{ème} ;
- d'autoriser Mme la Maire à procéder aux déclarations de vacance de poste et à prendre toutes les dispositions relatives aux recrutements,
- d'autoriser le cas échéant, de pourvoir ces postes par voie contractuelle, à compter du 1^{er} septembre 2020,
- d'adopter le tableau des effectifs suivant, à compter du 2 juillet 2020.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de ces postes sont inscrits au chapitre 012, charges de personnel.

Mme Debarge : « Il s'agit d'une modification du tableau des effectifs consécutif à la création de deux postes. Le premier poste concerne l'école de musique. L'actuel professeur de piano va prendre en charge à partir du mois de septembre l'animation de la future chorale, ce qui libère cinq heures de piano. Pour les assurer, nous allons créer un poste d'assistant d'enseignement artistique de 2^{ème} classe et lancer un appel à candidatures. Le deuxième poste concerne le centre technique municipal. Suite au départ à la retraite d'un agent, nous avons actualisé sa fiche de poste pour qu'elle corresponde aux besoins actuels du CTM, et nous créons un poste de technicien territorial rattaché au directeur des services techniques. Comme d'habitude pour ce type de situation, pour élargir le champ des recrutements, nous ouvrons trois postes à des niveaux différents, et les niveaux non occupés seront fermés lors d'un prochain Conseil municipal après le recrutement. Il est donc proposé au Conseil municipal de créer quatre postes, trois au CTM et celui d'assistant d'enseignement artistique, d'autoriser Madame la Maire à procéder aux déclarations de vacance de poste et à prendre toutes les dispositions relatives aux recrutements, d'autoriser le cas échéant de pourvoir ces postes par voie contractuelle, à compter du 1^{er} septembre 2020, et d'adopter le tableau des effectifs suivant à compter du 2 juillet 2020. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de ces

postes sont inscrits au chapitre 012, charges de personnel ».

Mme la Maire : « Merci beaucoup. Y-a-t-il des demandes de précisions sur ce tableau ? Je n'en vois pas, je mets donc cette délibération aux voix. Qui est contre. Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, à **l'unanimité des suffrages exprimés (29)** :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Je vous propose de passer à la délibération n° 22 concernant le renouvellement de la Commission communale des impôts directs ».

N° 22 - Renouvellement de la Commission Communale des Impôts Directs (CCID)

Rapporteur : Mme la Maire

L'article 1650 du Code général des impôts institue dans chaque commune une commission communale des impôts directs (CCID) présidée par le maire ou par l'adjoint délégué.

Dans les communes de plus de 2 000 habitants, la commission est composée de 8 commissaires titulaires et de 8 commissaires suppléants.

La durée du mandat des membres de la commission est identique à celle du mandat du conseil municipal. Les commissaires doivent être de nationalité française, être âgés de 18 ans révolus, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

La loi de finances pour 2020 a supprimé l'obligation de désigner un commissaire extérieur à la commune ou propriétaire de bois. Par ailleurs, l'article 44 de la loi de finances rectificative pour 2011 permet la présence éventuelle et sans voix délibérative d'un agent pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants.

La nomination des commissaires par le directeur départemental des finances publiques a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement des conseillers municipaux, soit au maximum avant le 28 juillet 2020.

Pour que cette nomination puisse avoir lieu, le Conseil municipal doit dresser une liste de 32 noms selon les conditions sus énoncées.

En cas de décès, de démission ou de révocation de trois au moins des membres de la commission, il est procédé dans les mêmes conditions à de nouvelles désignations.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la liste des commissaires ci-annexée.

Commission communale des impôts directs

Liste des commissaires proposés à la DGFIP

Civilité	Nom	Prénom	Adresse
M.	ACHILLE	Michel	437 rue de la Garousserie
M.	BARRIERE	Philippe	9 rue des Bouchers
M.	BOREL	Claude	34 rue du Graveau
M.	BOURON	Jean-Claude	52 rue Tour Ronde
Mme	BREDECHE	Anne-Marie	6 rue Charles Peguy - 11 Résidence Duguesclin
M.	CAILLAUD	Sylvère	28 quai de Bernouet
M.	CHAUVET	Frédéric	2 rue Jean Nouraud
M.	CINQUABRE	Jean	15 chemin des Protestants
Mme	DELAUNAY	Anne	1 rue des Violettes
Mme	FORGEARD-GRIGNON	Sylvie	1551 Route de Saintes - Roumagnolle
M.	GUIHO	Matthieu	5 rue du Jeu de Billes
M.	JARROUSSEAU	Patrick	33 rue du Manoir
M.	JAUNAS	Gérard	propriétaire bois Antezant-la-Chapelle
Mme	JAUNEAU	Marylène	52 Boulevard Joseph Lair
Mme	LAPRELE	Rose	6 rue Elysée Loustalot
M.	LEREBOURG	Gérard	9G rue Elysée Loustalot
M.	MACHE	Michel	25 Chaussée du Calvaire
M.	MICHEL	Philippe	2 Faubourg d'Aunis
M.	MILLET	Philippe	19 rue du 11 Novembre
M.	PETONNET	Denis	26-28 rue Michel Texier
M.	RICHARDEAU	Christian	7 rue Simone Béchet
M.	ROMENTEAU	Pierre	26-30 rue de l'Abbaye
M.	SICAUD	Gérard	12 rue des Trois Frères Mothu

Mme la Maire : « C'est une commission qui est instituée dans chaque commune de plus de 2 000 habitants. Elle est composée de 8 commissaires titulaires et de 8 commissaires suppléants. La durée du mandat est identique à celle du mandat du conseil municipal. Les commissaires doivent être de nationalité française, âgés de 18 ans révolus, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission. La loi de finances pour 2020 a supprimé l'obligation de désigner un commissaire extérieur à la commune ou propriétaire de bois. Elle permet aussi la présence éventuelle et sans voix délibérative d'un agent pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants. La nomination des commissaires par le directeur départemental des finances publiques a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement des conseillers municipaux, soit au maximum avant le 28 juillet 2020. Pour que cette nomination puisse avoir lieu, il nous appartient de dresser une liste de 32 noms et de

l'adopter. En cas de décès, de démission ou de révocation de trois au moins des membres de la commission, il est procédé dans les mêmes conditions à de nouvelles désignations. Je vous propose donc d'adopter la liste qui est jointe. Nous avons cherché des volontaires et essayé de trouver des gens qui connaissaient bien Saint-Jean-d'Angély, qui étaient aussi dans le domaine agricole, de façon à avoir le maximum de regards. Y-a-t-il des questions ? Monsieur Boutillier ? »

M. Boutillier : « Est-ce qu'il est possible de rajouter un nom à cette liste s'il vous plaît ? »

Mme la Maire : « Oui, vous souhaitez être volontaire ? »

M. Boutillier : « Non pas moi, mais madame Sylvie Forgeard-Grignon m'en a fait la demande ».

Mme la Maire : « D'accord, nous l'inscrivons. Je vous propose donc d'adopter cette liste plus la candidature de madame Sylvie Forgeard-Grignon. Je mets cette liste aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. HenoCh CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « La délibération n° 23 porte sur la société d'économie mixte SEMDAS, désignation du représentant permanent à l'assemblée spéciale des collectivités actionnaire et du délégué aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires ».

N° 23 - Société d'Economie Mixte - SEMDAS
Désignation du représentant permanent
à l'Assemblée spéciale des collectivités actionnaires
et du délégué aux Assemblées générales ordinaires et extraordinaires

Rapporteur : Mme le Maire

La Ville de Saint-Jean-d'Angély est actionnaire de la SEMDAS mais ne dispose pas d'une part de capital suffisante pour lui assurer au moins un poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de la SEMDAS. De ce fait, notre collectivité a droit à une représentation au sein de l'Assemblée spéciale des collectivités actionnaires, constituée en application des dispositions de l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Vu le CGCT, notamment son article L. 1524-5 ;

Vu le Code de commerce ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner M. Cyril CHAPPET en tant que représentant de la Ville de Saint-Jean-d'Angély :

- au sein de l'Assemblée spéciale des Collectivités actionnaires de la SEMDAS ;
- auprès des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la SEMDAS.

Mme la Maire : « La ville de Saint-Jean-d'Angély est actionnaire de la SEMDAS mais ne dispose pas d'une part de capital suffisante pour lui assurer au moins un poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de la SEMDAS. De ce fait, notre collectivité a droit à une représentation au sein de l'assemblée spéciale des collectivités actionnaires. Il vous est donc proposé de désigner monsieur Cyril Chappet en tant que représentant de la Ville au sein de l'assemblée spéciale des collectivités actionnaires de la SEMDAS et auprès des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la SEMDAS. La SEMDAS est intervenue notamment, et le fait toujours, sur l'aménagement de la Grenoblerie III. Il y a des demandes de précisions ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur à la majorité des suffrages exprimés (27) :

- **Pour : 27**
- **Contre : 0**
- **Abstentions : 2 (M. HenoCh CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous passons à la délibération n° 24 relative au covid-19, remise sur les loyers commerciaux ».

N° 24 - Covid-19 - Remise sur les loyers commerciaux

Rapporteur : Mme la Maire

La crise sanitaire liée à la COVID 19 a eu un impact majeur sur notre économie et de nombreux acteurs économiques rencontrent des difficultés financières importantes.

La Ville de Saint-Jean-d'Angély dispose de plusieurs locaux professionnels qu'elle loue à des entreprises ou à des associations qui participent au dynamisme économique local. Elle souhaite être aux côtés de celles et ceux qui, tout au long de l'année, sont au service de la population et créent de l'emploi.

Face à la crise, l'Etat a redonné plus de latitudes aux collectivités qui souhaitent accompagner leurs acteurs économiques en difficulté avec notamment l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 qui autorise la suspension des loyers commerciaux.

Il est proposé au Conseil municipal de saisir cette opportunité afin de permettre aux locataires des locaux professionnels de la Ville de bénéficier d'une remise totale des loyers du 2^{ème} trimestre 2020. Sont concernés, les locaux situés :

- 27 rue Grosse Horloge - Association AGELAG (espace de co-working) ;
- 18 rue Gambetta - Boutique AMAZING (locataire AMALGAME) ;
- 20 rue Gambetta - Librairie Jeux de Pages ;
- 5 rue de l'Abbaye - OZI, Restaurant le Scorlion
- 4 avenue du Général Leclerc - Bar ZE FUN

Le montant des loyers exonérés est de 7 440,78 €.

Pour les activités saisonnières comme le karting géré par Passion Karting 16 et la guinguette du Plan d'eau de Bernouet gérée par FESTIMAGIC, il est proposé d'appliquer cette remise sur les redevances prévues pour la saison 2020, soit un montant de 16 500 € (1 500 € pour le karting et 15 000 € pour la guinguette).

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver l'application des remises décrites ci-dessus ;
- d'autoriser Mme la Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits ce jour par décision modificative, compte 6745-0200 – Subventions aux personnes de droit privé.

Mme la Maire : « J'ai déjà pris un arrêté à ce sujet, mais il faut également que je propose une délibération parce qu'il est nécessaire d'inscrire ces loyers que l'on ne réclame pas en subventions. Il nous est donc demandé une délibération spécifique. Je vous rappelle que les locaux qui ont bénéficié de cette exonération de loyer du 2^{ème} trimestre 2020 sont :

- 27 rue Grosse Horloge pour l'association AGELAG et l'espace de co-working
- 18 rue Gambetta pour la boutique AMAZING
- 20 rue Gambetta pour la librairie Jeux de Pages
- 5 rue de l'Abbaye pour le restaurant le Scorlion
- 4 avenue du Général Leclerc pour le bar ZE FUN

Le montant des loyers exonérés est de 7 440,78 €.

Pour les activités saisonnières comme le karting géré, par Passion Karting 16, et la guinguette du Plan d'eau de Bernouet, gérée par FESTIMAGIC, il est proposé d'appliquer cette remise sur les redevances prévues pour la saison 2020, soit un montant de 16 500 €. Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver l'application des remises décrites ci-dessus et d'autoriser Madame la Maire à signer tout document afférent à ce dossier. Y-a-t-il des questions ? Monsieur Boutillier ? »

M. Boutillier : « Est-ce qu'il est prévu un fonds pour les autres commerçants ? Un fonds d'aide ou autre ?... Nous avons soutenu les associations, nous soutenons les commerçants qui ont un bail avec la mairie, mais que fait-on concrètement pour les autres ? »

Mme la Maire : « Nous avons mis en place une cellule de vigilance économique au niveau de la Communauté de communes où siègent les élus, le maire de Matha, la sous-préfète, les chambres consulaires, et nous avons fait le point. Ceux qui l'ont demandé ont bénéficié des aides de l'Etat, de la Région, et à ce jour, nous n'avons pas de demandes d'aide complémentaire. De toute façon, je ne pense pas que nous ayons les moyens financiers d'assurer cette aide, c'est la raison pour laquelle j'ai par exemple beaucoup travaillé pour que le tournage puisse revenir à Saint-Jean-d'Angély dès cet été. Effectivement, les équipes vont rester du mois de juillet au mois de décembre. Tous ces techniciens vont remplir les restaurants, les hôtels, le camping, consommer dans la ville, soutenir les commerces locaux, pour une estimation d'à peu près de 1 000 000 €. C'est notre façon de soutenir le commerce local. S'il n'y a pas d'autres demandes de précisions, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée et au nom des commerçants, je vous en remercie ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de Mme le Rapporteur, à **l'unanimité des suffrages exprimés (29)** :

- **Pour : 29**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Nous allons aborder la dernière délibération de ce Conseil qui est la décision financière modificative. Je passe la parole à monsieur Guiho ».

N° 25 - Décision modificative

Rapporteur : M. Matthieu GUIHO

Après lecture des différents chapitres et articles du projet de décision modificative, tant en recettes qu'en dépenses, en section d'investissement et en section de fonctionnement, il est proposé au Conseil municipal de se prononcer sur ce projet :

BUDGET PRINCIPAL VILLE - N°2

Section investissement

en recettes et en dépenses - 94 300,00 €

Section fonctionnement

en recettes et en dépenses - 23 941,00 €

M. Guiho : « Bonsoir à toutes et à tous. La décision modificative n° 2 concerne donc, en section d'investissement, en cession d'immobilisation, la réécriture de ce que nous avons vu ce soir avec la cession des véhicules pour 34 300 €, qui sont ensuite réaffectés vers l'acquisition du matériel avec les balayeuses et autres matériels qui seront acquis au cours de l'année budgétaire. Nous intégrons ici la participation aux travaux d'électrification menés par le SDEER sur la commune. Nous les avons en recettes et en dépenses, c'est un jeu d'écritures comptables pour 60 000 €. Nous réduisons l'enveloppe allouée à l'aménagement de la rue du Palais puisque, compte tenu à la fois de la crise du covid mais également des délais d'instruction de ce dossier, nous n'aurons pas besoin de consommer l'ensemble de l'enveloppe qui était prévue pour l'aménagement de cette rue en 2020. Nous réutilisons donc 16 000 € pour intervenir rapidement sur le réseau pluvial à hauteur de 6 000 € et pour soutenir le projet d'internat partagé qui a été présenté ce soir par madame la Maire au travers une subvention d'équipement de 10 000 €. Le total de la section d'investissement pour cette DM n° 2 s'établit donc à 94 300 €. Focalisons-nous maintenant sur la section de fonctionnement. Pour équilibrer cette décision modificative, nous puisons dans l'enveloppe des dépenses imprévues à hauteur de 13 791 €. Il y a ensuite des frais de communication supplémentaires qui sont directement liés aux tablettes que vous avez sur vos bureaux ce soir, puisque nous avons un abonnement de 19 € par mois pour vous permettre d'avoir un accès à internet et aux communications : sur les sept mois de l'année 2020, cela s'établit à 4 010 €. Les redevances, cessions et droits et achats de marchandises, qui représentent 660 € et 5 400 €, sont directement liés au projet de communication qui a été présenté par monsieur Chappet ce soir avec les affiches et autres magnets. Nous avons inscrit aujourd'hui essentiellement les dépenses. Vous avez vu que dans le budget présenté par monsieur Chappet, nous attendons autour de 8 975 € de recettes avec la vente, cela sera donc inscrit

au fur et à mesure des ventes. La charge exceptionnelle en dépenses a également été évoquée ce soir avec le remboursement de la mise en fourrière d'un véhicule présenté par madame Jauneau, et les remises sur les loyers ont aussi été présentées à l'instant. Nous avons quelque peu anticipé ces remises sur loyers en les validant lors du précédent Conseil municipal. Nous estimions au départ qu'il s'agissait d'une réduction de loyers, nous avons donc diminué les recettes dans notre budget 2020. Or après consultation de madame la Trésorière, il revient plutôt de conserver les loyers tels qu'ils auraient dû être perçus, c'est-à-dire que nous allons appeler les loyers tels que prévus. Nous recredions donc les loyers pour 18 150 €, les loyers pour 3 529 € et les loyers 2 262 €. Par contre, la dépense supplémentaire qui est évoquée ce soir est une subvention aux personnes de droit privé pour le même montant, soit 23 941 €. Il s'agit aujourd'hui d'une opération neutre, l'opération de baisse de recettes ayant été évoquée lors du précédent Conseil municipal. Le total de fonctionnement s'établit donc à 23 941 €, et quand on additionne l'investissement et le fonctionnement, nous avons une décision modificative n° 2 qui s'élève à 118 241 € ».

Mme la Maire : « Y-a-t-il des questions concernant cette décision modificative ? Je n'en vois pas, je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cette délibération est adoptée ».

Le Conseil municipal, après délibération,

ADOpte les propositions de M. le Rapporteur, à la majorité des suffrages exprimés (28) :

- **Pour : 24**
- **Contre : 4 (M. Hénoc CHAUVREAU, Mme Sandrine RONTET-DUCOURTIOUX, M. Ludovic BOUTILLIER, Mme Micheline JULIEN)**
- **Abstention : 1 (M. Patrick BRISSET)**
- **Ne prend pas part au vote : 0**

Mme la Maire : « Avant de nous quitter, je vais vous donner quelques informations. Vous avez sur vos tables le calendrier des Conseils municipaux jusqu'en juillet 2021. Je vous le rappelle, et vraiment je vous demande de vous libérer un petit instant vendredi 10 juillet pour cette désignation des délégués des grands électeurs pour les élections sénatoriales de septembre. Nous vous offrons le nouveau « Guide des 100 plus beaux détours de France », réseau auquel appartient la ville de Saint-Jean-d'Angély. C'est un label qui amène vraiment beaucoup de touristes et qui est très apprécié. Ce guide est édité à plus de 250 000 ouvrages et est largement diffusé. J'indique encore à tous les nouveaux élus qu'ils disposent d'un casier, situé au rez-de-chaussée situé à côté de la porte des services techniques, et qui sert de boîte de courrier puisque les services y déposent les documents qui vous sont destinés. Il faut donc le relever assez régulièrement afin de rester informé. Oui, Monsieur Boutillier ? »

M. Boutillier : « Excusez-moi, lors du précédent Conseil, j'ai demandé la liste des investissements effectués entre le 30 avril et le 28 mai. J'espère que vous me la fournirez, je ne l'ai pas eue ».

Mme la Maire : « Monsieur Guiho ? »

M. Guiho : « Oui, nous allons vous la faire parvenir, c'est un oubli, excusez-nous... »

M. Boutillier : « Merci beaucoup ».

Mme la Maire : « Parfait. Je vous souhaite un bel été à tous et je vous donne rendez-vous le 10 juillet d'abord, ensuite le 24 septembre. Effectivement, n'oubliez pas le 10 juillet ! Bonsoir à tous ».